



L'état de
l'insécurité alimentaire dans le monde

2005

Éradiquer la faim dans le monde
pour réaliser les objectifs
du Millénaire pour le développement



Remerciements

Cette édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* est le fruit d'une collaboration menée dans toute l'Organisation sous l'égide du Département économique et social (ES).

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction générale de Hartwig de Haen, Sous-Directeur général (ES), avec l'aide de Prakash Shetty, Chef du Service de l'évaluation et de la planification de la nutrition (ESNA), qui a présidé l'équipe technique de base. Andrew Marx a apporté un précieux concours à la conception et à la mise en forme rédactionnelle de cette publication.

Les autres membres de l'équipe technique de base du Département économique et social étaient les suivants: Kostas Stamoulis, Division de l'économie agricole et du développement; Ali Arslan Gurkan, Division des produits et du commerce international; Jorge Mernies, Division de la statistique.

Des contributions techniques ont été apportées par les fonctionnaires suivants: Josef Schmidhuber, Unité des études prospectives globales (ES); Jakob Skoet, Bureau du Sous-Directeur général (ES); Haluk Kasnakoglu, Ricardo Sibirian, Amanda Gordon, Cinzia Cerri et Seevalingum Ramasawmy, Division de la statistique (ES); Gero Carletto, Marcella Vigneri et Carlo Azzarri, Division de l'économie agricole et du développement (ES); Gina Kennedy et Frank Martinez-Nocito, Division de l'alimentation et de la nutrition (ES); Mark Smulders, Unité de coordination du SICIIV (ES); Alexander Sarris, Henri Josserand et Harmon Thomas, Division des produits et du commerce international (ES); Marcela Villareal, Gabriel Rugalema et Yianna Lambrou, Division de la parité hommes-femmes et de la population (Département du développement durable [SD]); Lavinia Gasperini, Mirella Salvatore et Jeff Tschirley, Division de la recherche, de la vulgarisation et de la formation (SD).

Les principales estimations de la consommation alimentaire et de la sous-alimentation utilisées dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005* émanent respectivement du Service des statistiques des aliments de base et de l'agriculture et du Service de statistiques et d'analyses socioéconomiques.

Le Service de la gestion des publications du Département des affaires générales et de l'information (GI) a assuré les services de mise en forme rédactionnelle dans les différentes langues, de présentation graphique et de production. Les traductions ont été faites par le Service de la programmation et de la documentation des réunions (GICM).

Des copies des publications de la FAO peuvent être obtenues auprès du:

**GROUPE DES VENTES
ET DE LA COMMERCIALISATION**
Division de l'information
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web:
<http://www.fao.org/icatalog/inter-e.htm>

Publié en 2005 par

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières.

La mention ou l'absence de mention de sociétés spécifiques, de leurs produits ou de leurs marques commerciales dans ces pages n'impliquent pas de préférence ou de jugement de la part de la FAO.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service de la gestion des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2005

ISBN 92-5-205384-0

Imprimé en Italie

Photographies

En couverture (de gauche à droite): FAO/19682/G. Bizzarri; FAO/17617/G. Diana; FAO/22784/G. Diana



L'état de

l'insécurité alimentaire dans le monde

2005

Éradiquer la faim dans le monde
pour réaliser les objectifs
du Millénaire pour le développement



À propos de ce rapport

Au moment où la communauté internationale passe en revue les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et prépare l'examen à moyen terme du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005* s'attache à souligner l'importance critique de la réduction de la faim à la fois en tant qu'objectif expli-

cite du SMA et de l'OMD 1 et en tant que condition essentielle à la réalisation des autres OMD.

La première section du rapport analyse les tendances à long terme de la réduction de la sous-alimentation et examine les effets de la croissance économique, de la gouvernance et des catastrophes naturelles.

La seconde section examine séparément chacun des OMD en soulignant comment

la faim pèse sur le développement et comment la réduction de la faim pourrait accélérer les progrès.

Les tableaux de l'Annexe présentent les dernières estimations de la FAO concernant la sous-alimentation et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de réduction de la faim du SMA et des OMD; et des indicateurs clés pour les autres OMD.

Les objectifs du Millénaire pour le développement et leurs liens avec la réduction de la faim

OMD	Objectifs sélectionnés	Liens avec la réduction de la faim
1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar EU par jour • Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim 	<ul style="list-style-type: none"> • La faim perpétue la pauvreté en réduisant la productivité • La faim empêche les personnes de produire ou d'acquérir les aliments dont elles ont besoin
2 Assurer l'éducation primaire pour tous	<ul style="list-style-type: none"> • Donner, d'ici 2015, à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires 	<ul style="list-style-type: none"> • La faim réduit la fréquentation scolaire et les capacités d'apprentissage • Le manque d'instruction réduit les capacités de gain et accroît les risques de souffrir la faim
3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<ul style="list-style-type: none"> • Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard 	<ul style="list-style-type: none"> • La faim réduit surtout la fréquentation scolaire des filles • L'inégalité hommes-femmes perpétue le cycle des femmes sous-alimentées donnant naissance à des enfants souffrant d'insuffisance pondérale
4 Réduire la mortalité infantile	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans entre 1990 et 2015 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de la moitié des décès d'enfants sont causés directement ou indirectement par la faim et la malnutrition
5 Améliorer la santé maternelle	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle 	<ul style="list-style-type: none"> • La sous-alimentation et les carences en micronutriments augmentent fortement le risque de mortalité maternelle
6 Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	<ul style="list-style-type: none"> • Stopper la propagation du VIH/SIDA d'ici 2015 et commencer à inverser la tendance actuelle • Maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies pour 2015 et commencer à inverser la tendance actuelle 	<ul style="list-style-type: none"> • La faim encourage des comportements à risque qui accélèrent la diffusion du VIH/SIDA • Les enfants sous-alimentés courent deux fois plus de risques de mourir de paludisme
7 Assurer un environnement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales • Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à des mesures d'assainissement de base 	<ul style="list-style-type: none"> • La faim entraîne une utilisation non durable des ressources • La remise en état et l'amélioration des fonctions de l'écosystème jouent un rôle fondamental dans la réduction de la faim parmi les ruraux pauvres
8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un système commercial et financier ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire • Prendre en compte les besoins particuliers des pays les moins avancés • Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Les subventions et les tarifs douaniers appliqués dans les pays en développement freinent le développement rural et agricole qui doit aider à réduire la faim



Table des matières

Avant-propos

- 4 Vers les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et du Millénaire pour le développement: priorité à l'alimentation

La sous-alimentation dans le monde

- 6 Décompte des personnes souffrant de la faim: tendances à long terme dans les pays en développement
- 8 Croissance économique et réduction de la faim
- 10 Le rôle de la gouvernance dans la réduction de la faim
- 12 Les zones critiques de la faim: les effets complexes des catastrophes naturelles

Sur la voie des engagements du Sommet

- 14 Éducation et sous-alimentation: nourrir les corps et les esprits pour interrompre le cercle vicieux
- 16 Égalité hommes-femmes et autonomisation des femmes: mesures clés pour la réduction de la pauvreté et de la faim
- 18 Réduire la faim, sauver des vies d'enfants
- 20 Améliorer la santé maternelle et interrompre le cycle de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition
- 22 Lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose: le rôle de la dénutrition en tant que symptôme et cause
- 24 Améliorer la pérennité de l'environnement et la sécurité alimentaire en donnant les moyens voulus aux ruraux pauvres
- 26 Augmentation de l'aide et échanges plus équitables: mesures essentielles pour créer un partenariat mondial au service du développement
- 28 La voie à suivre: intensifier l'approche sur deux fronts pour la réalisation des objectifs du SMA et des OMD

- 30 **Tableaux**

- 36 **Sources**

Vers les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et du Millénaire pour le développement: priorité à l'alimentation

«*Nous proclamons notre volonté politique et notre engagement commun et national de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de déployer un effort constant afin d'éradiquer la faim dans tous les pays et, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici à 2015 au plus tard.*»
Déclaration de Rome, 1996

«*Nous ne ménagerons aucun effort pour délivrer nos semblables - hommes, femmes et enfants - de la misère, phénomène abject et déshumanisant...*»
Déclaration du Millénaire, 2000

Il ne reste plus que 10 ans avant 2015. Pour cette date, les dirigeants mondiaux s'étaient engagés à réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté et de réaliser des progrès importants en matière d'éducation, de santé, d'équité sociale, d'environnement durable et de solidarité internationale. À moins d'un renforcement de ces engagements et d'une accélération des progrès, la plupart de ces objectifs ne seront pas atteints.

Si chacune des régions en développement continue à réduire la faim au rythme actuel, seules l'Amérique du Sud et les Caraïbes atteindront l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD), consistant à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim. Aucune n'atteindra l'objectif plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation qui était de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim.

Les progrès sur la voie d'autres OMD ont également été très lents, notamment dans les pays et les régions où les efforts visant à réduire la faim ont marqué le pas, comme l'illustre clairement le graphique joint.

Il n'empêche que pratiquement tous les objectifs du SMA et des OMD peuvent encore être atteints, mais seulement à condition de redoubler d'efforts et de recentrer les interventions, en tenant compte des deux points essentiels ci-dessous:

1. sans une réduction rapide de la faim, la réalisation de tous les autres OMD sera difficile, voire impossible;
2. la bataille pour éliminer la faim et réaliser les autres OMD sera gagnée ou

perdue dans les zones rurales, où vit la la plupart des personnes qui ont faim.

Priorité à l'alimentation

Comme expliqué dans ce rapport, la faim et la malnutrition sont les principales causes du dénuement et de la misère, qui sont visés par tous les autres OMD (et illustré dans le diagramme ci-contre):

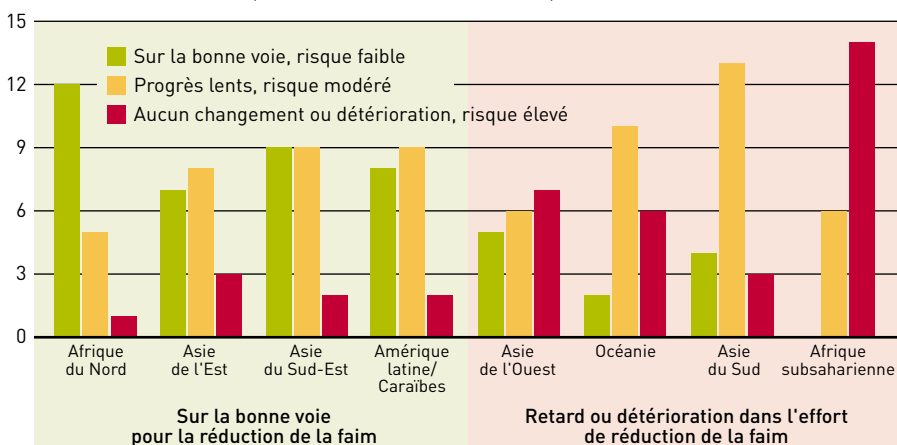
- Des enfants qui ont faim commencent tard à fréquenter l'école, s'ils la fréquentent un jour, arrêtent plus tôt et apprennent moins, ce qui freine les progrès vers l'éducation primaire et secondaire pour tous (OMD 2).
- La nutrition insuffisante des femmes est l'un des résultats les plus des-

tructeurs de l'inégalité hommes-femmes. Elle réduit leurs possibilités d'éducation et d'emploi et freine le progrès vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (OMD 3).

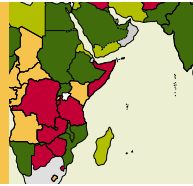
- La faim et la malnutrition sont la cause sous-jacente de plus de la moitié des décès d'enfants et représentent donc le principal obstacle à la réduction de la mortalité infantile (OMD 4).
- La faim et la malnutrition renforcent l'incidence et le taux de létalité des problèmes de santé qui provoquent la majorité des décès pendant la grossesse et l'accouchement (OMD 5).
- La faim et la pauvreté anéantissent les systèmes immunitaires des populations, les forcent à adopter des stratégies de survie à risque et augmentent fortement le risque d'infection et de décès dus au VIH/SIDA, au paludisme, à la tuberculose et à d'autres maladies infectieuses (OMD 6).
- Il arrive que les gardiens de bétail, les personnes pratiquant l'agriculture de subsistance, les habitants des forêts et les pêcheurs - accablés par

Progrès en vue de la réalisation des OMD par sous-région

Nombre de cibles des OMD (sur un total de 20 cibles choisies)



Source: Département des affaires économiques et sociales de l'ONU



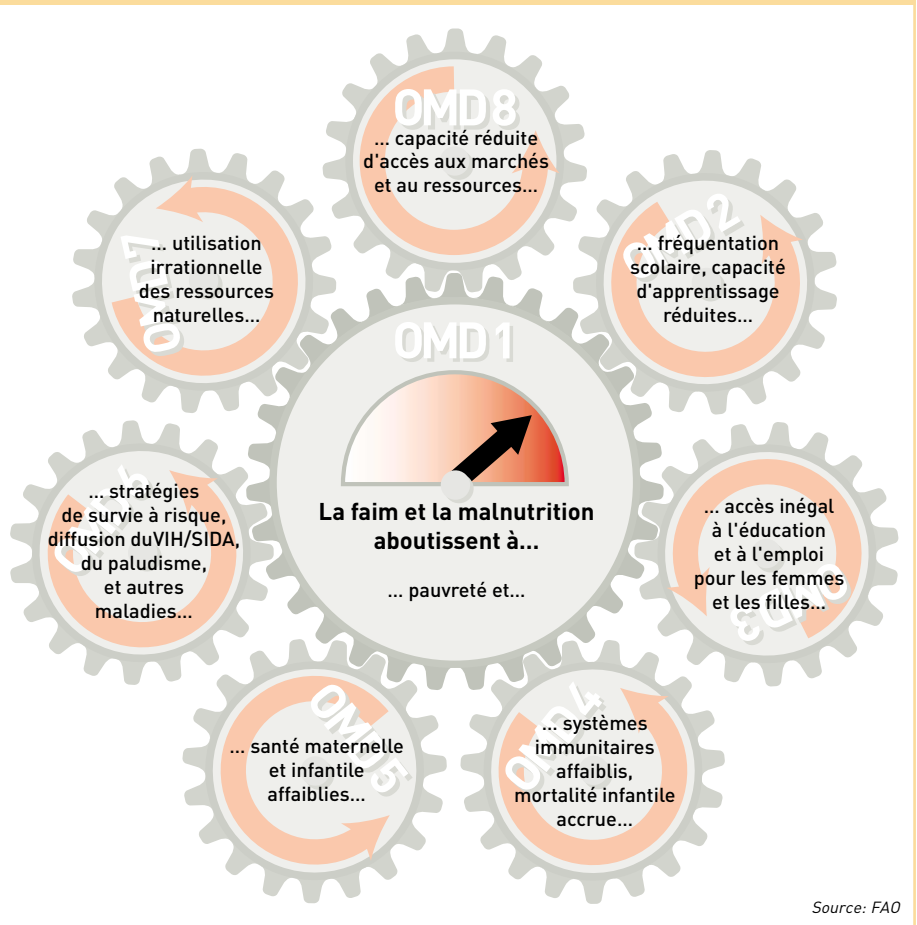
le lourd fardeau de la pauvreté chronique - utilisent leur environnement naturel de manière non durable, ce qui se traduit par une dégradation ultérieure de leurs conditions de vie. En donnant aux pauvres et aux personnes souffrant de la faim des responsabilités de protection des terres, des eaux, des forêts et de la biodiversité, on peut favoriser à la fois la sécurité alimentaire et la pérennité de l'environnement (OMD 7).

Priorité aux zones rurales

Étant donné que la faim est une cause importante de pauvreté, d'analphabétisme, de maladie et de mortalité, et que 75 pour cent des populations affamées de la planète vivent dans les zones rurales, on ne s'étonnera pas que c'est dans ces mêmes zones rurales que se trouve la grande majorité des 121 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école, les près de 11 millions d'enfants qui meurent avant d'atteindre l'âge de cinq ans, les 530 000 femmes qui meurent lors de la grossesse et de l'accouchement et les 300 millions de cas de paludisme aigu, qui se soldent par plus de 1 million de décès chaque année. Il est évident que pour réduire ces chiffres et atteindre les OMD, il faut accorder la priorité aux zones rurales et à l'agriculture, qui est le principal soutien des moyens d'existence en milieu rural, moyennant des systèmes de production durables et fiables qui fournissent un emploi et un revenu aux pauvres, améliorant ainsi leur accès à la nourriture.

Or, au cours des dernières décennies, l'agriculture et le développement rural ont perdu du terrain et ne figurent plus en tête de liste des principales questions de développement. Au cours des 20 dernières années, les ressources allouées à ces secteurs ont baissé de plus de 50 pour cent. Il faut que cela change. Nous pouvons d'ailleurs percevoir des signes encourageants indiquant que la situation est en effet en train de changer, étant donné que les gouvernements nationaux comme les donateurs internationaux reconnaissent de plus en plus le rôle important des zones rurales pour l'action visant à réaliser les

Machine arrière: la faim persistante freine les progrès vers d'autres objectifs du Millénaire pour le développement



Source: FAO

OMD et celui de l'agriculture en tant que moteur de cette action.

Après des années de soutien décroissant à l'agriculture, les pays de l'Union africaine se sont engagés à relever la part de leurs budgets nationaux consacrée à l'agriculture et au développement rural pour la porter à 10 pour cent dans un délai de cinq ans. La Commission pour l'Afrique a souligné que «l'agriculture était un élément clé pour l'Afrique». Le Projet du Millénaire de l'ONU a souligné que «l'épicentre de la pauvreté extrême à l'échelle mondiale est la petite exploitation agricole». Si cette meilleure prise de conscience débouche sur une intensification des interventions, il sera encore possible d'atteindre les OMD.

La faim et la pauvreté sont depuis trop longtemps le moteur infernal du dénuement et de la misère (voir le diagramme). Le temps et l'opportunité sont fina-

lement venus de passer à la vitesse supérieure - de faire de la réduction de la pauvreté la force motrice du progrès et de l'espoir, car une meilleure nutrition signifie une meilleure santé et une meilleure fréquentation scolaire, une réduction de la mortalité infantile et maternelle, l'autonomisation des femmes, la baisse de l'incidence et des taux de mortalité du VIH/SIDA, du paludisme et de la tuberculose, et elle peut également contribuer à inverser la dégradation des sols et des eaux, la destruction des forêts et la perte de biodiversité.

Nous pouvons y arriver.

Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

La sous-alimentation dans le monde

Décompte des personnes souffrant de la faim: tendances à long terme dans les pays en développement

Le Sommet mondial de l'alimentation en 1996 et le Sommet du Millénaire en 2000 ont tous deux fixé comme objectif une réduction de moitié de la faim entre 1990, période de référence, et 2015. Si la date prévue approche, l'objectif lui demeure éluif.

En dépit d'avancées considérables concernant la réalisation de la cible des OMD, c'est-à-dire la réduction de moitié des victimes de la faim, il faudra intensifier les progrès pour atteindre l'objectif fixé pour 2015.

La réalisation de l'objectif du SMA - ramener de 800 millions à 400 millions le nombre absolu de personnes souffrant de la faim - constitue un tout autre défi qui imposera des progrès beaucoup plus rapides (voir les graphiques ci-dessous). La population mondiale devrait augmenter d'environ deux milliards entre la période de référence [1990-92] et 2015. En conséquence, même si cette population accrue de personnes sous-alimentées est réduite de moitié, près de 600 millions de

personnes continueront de souffrir chroniquement de la faim dans les pays en développement. Pour atteindre la cible de 400 millions fixée par le SMA, il faudrait réduire la proportion des victimes de la faim non pas de moitié, mais des deux tiers.

Des progrès inégaux au niveau régional

Sur toutes les régions en développement, seule la région Amérique latine et Caraïbes est parvenue à réduire la prévalence de la faim assez rapidement depuis 1990 pour atteindre la cible des OMD à condition que la cadence actuelle soit maintenue. La région Asie-Pacifique a elle aussi de bonnes chances d'y parvenir si le rythme des progrès peut être légèrement intensifié dans les années à venir.

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord en revanche, la prévalence de la faim est faible, mais elle augmente plutôt que de diminuer. Pour atteindre cet

objectif, la région devra inverser la tendance à la hausse enregistrée durant la dernière décennie.

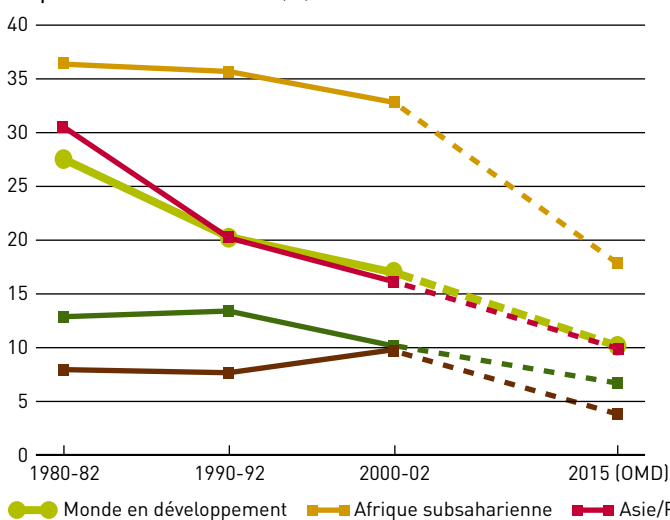
En Afrique subsaharienne, la prévalence de la sous-alimentation a très légèrement fléchi bien que le rythme des progrès se soit accéléré dans les années 90. Pour atteindre la cible des OMD, la région devra considérablement intensifier son action.

S'agissant de la cible du SMA, les avancées ont été encore plus lentes et plus inégales. Les améliorations des années 80 étaient intégralement dues aux progrès de l'Asie. Dans toutes les autres régions en développement, le nombre des victimes de la faim a en fait augmenté.

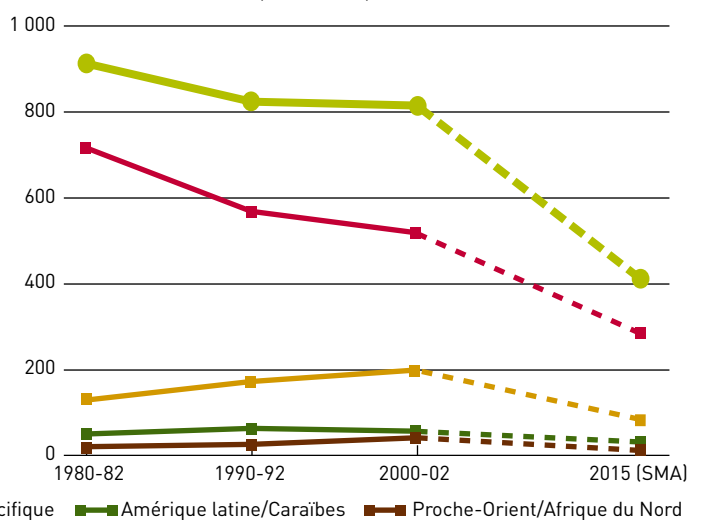
Depuis la période de référence du SMA, les progrès se sont notablement ralentis en Asie, et sont tombés au point mort dans le reste du monde. Seule la région Amérique latine et Caraïbes est parvenue à inverser la tendance négative des années 80, et à enregistrer des succès dans les années 90, bien que

Tendances à long terme de la proportion et du nombre de sous-alimentés par région - 1980-82 à 2000-02

Proportion de sous-alimentés (%)



Nombre de sous-alimentés (en millions)



Source: FAO

L'Afrique subsaharienne ait réussi à ralentir sensiblement l'accroissement du nombre de personnes sous-alimentées.

Progrès enregistrés par les pays en vue de la réalisation de la cible des OMD

Pour évaluer les avancées nationales vers la réalisation de la cible des OMD, il est utile d'examiner le ratio de la prévalence de la faim en 2000-02 à celle de la période de référence, 1990-92.

La faim n'est pas un problème dans six pays en développement où moins de 2,5 pour cent de la population souffrent de sous-alimentation. La cible des OMD a déjà été atteinte dans sept autres pays où la proportion des victimes de

la faim a déjà été réduite de moitié au moins.

Plus de 40 autres pays s'acheminent vers la réalisation de l'objectif fixé, même si nombre d'entre eux devront accélérer l'allure pour y parvenir d'ici 2015. Dans 23 pays, les choses n'ont guère évolué, tandis que la prévalence de la faim est en augmentation dans 14 autres pays.

Pour remettre ces chiffres en perspective, il convient de tenir compte de l'importance de la faim dans ces pays. Si l'on regroupe les pays sur la base de la prévalence actuelle de la sous-alimentation, on constate que c'est là où la faim est la plus répandue que les progrès ont été les plus lents.

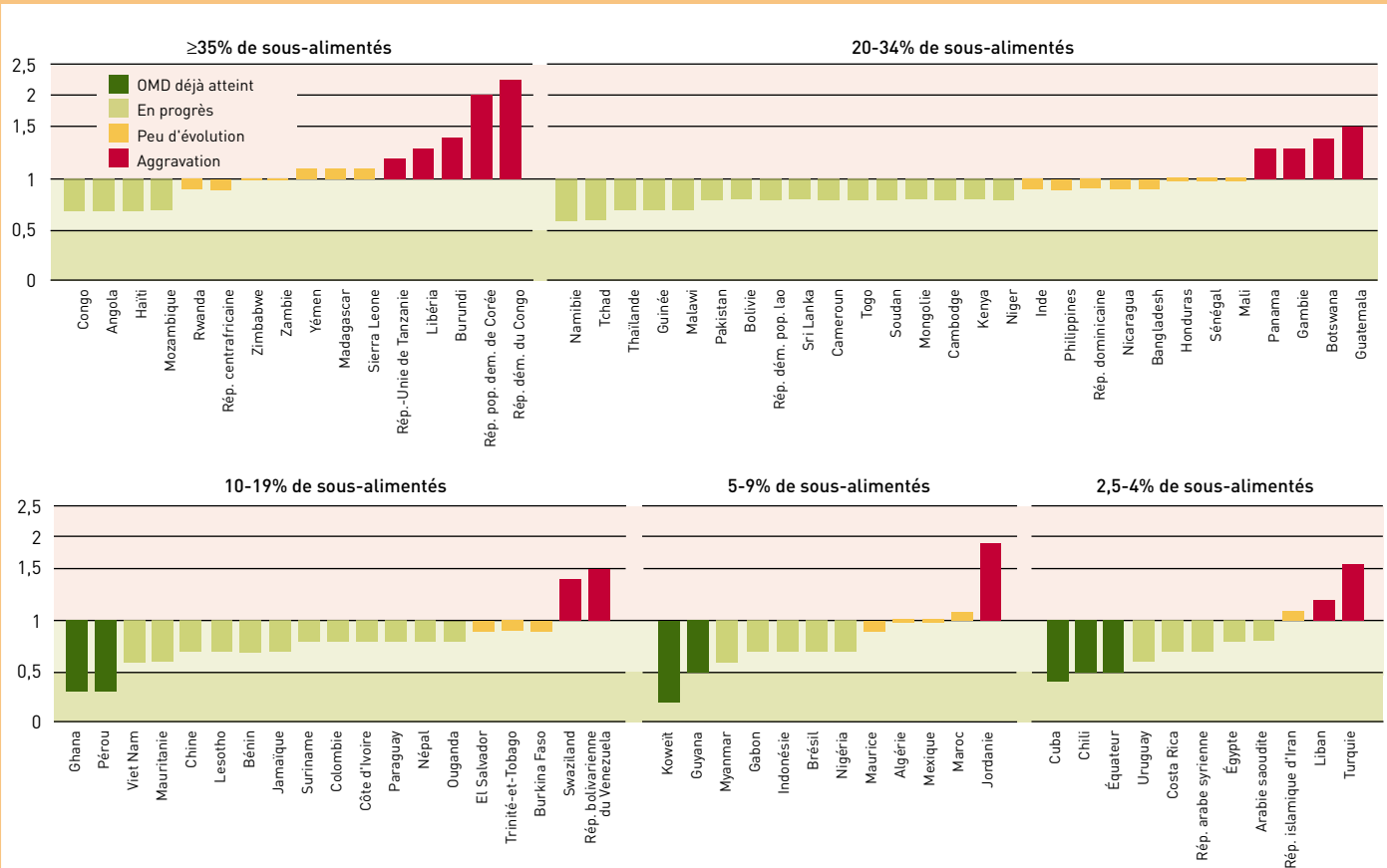
Seuls quatre des 16 pays où plus 35 pour cent de la population est sous-alimentée sont en bonne voie pour atteindre

l'objectif des OMD. Aucun d'entre eux n'y est encore parvenu. La prévalence de la sous-alimentation augmente ou reste globalement inchangée dans les 12 autres pays de ce groupe où la faim demeurera un problème majeur même si l'objectif est atteint.

La plupart des pays de tous les autres groupes sont parvenus à réduire la faim, y compris deux tiers des pays où une proportion de 20 à 34 pour cent des gens est sous-alimentée. Aucun des pays de ce groupe n'a encore toutefois atteint sa cible. À l'autre bout du spectre, 15 des 23 pays où moins de 10 pour cent de la population sont sous-alimentés marquent des progrès dans la lutte contre la faim, notamment cinq d'entre eux qui ont déjà atteint l'objectif des OMD.

Avancées et régressions - ratio de la prévalence de la sous-alimentation en 2000-02 et 1990-92

Pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation en 2000-02 (cible OMD = 0,5)



Le graphique n'inclut pas les pays où la prévalence de la sous-alimentation est inférieure à 2,5 pour cent, ni ceux pour lesquels les données sont insuffisantes, notamment l'Afghanistan, l'Iraq, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie. L'Éthiopie et l'Érythrée ne sont pas prises en compte, car elles ne constituaient pas des entités séparées en 1990-92.

Source: FAO

La sous-alimentation dans le monde

Croissance économique et réduction de la faim

La logique voudrait qu'une croissance économique soutenue générant une prospérité et une productivité nationales accrues ait pour effet de réduire la faim, et les preuves ne manquent pas à cet égard (voir le graphique ci-dessous). On aurait donc tendance à penser que les pays n'ont qu'à intensifier leur croissance économique pour atteindre les objectifs de réduction de la faim fixés par les OMD et le SMA.

Des analyses réalisées dans plusieurs pays en développement montrent toutefois qu'en l'absence de mesures spécifiques de lutte contre la faim, la croissance économique à elle seule peut laisser longtemps à la traîne un grand nombre de victimes de la faim, notamment en zones rurales. Ces analyses montrent également que la croissance économique a un impact bien plus important sur la faim lorsqu'elle intervient en zones rurales et dans des pays qui ont déjà créé un climat propice au développement rural et à la valorisation des ressources humaines.

Aucun schéma particulier ne ressort d'une comparaison entre les taux de

croissance économique des pays regroupés sur la base des progrès enregistrés dans la lutte contre la faim (voir le graphique). Comme il se doit, le groupe des pays où la faim a augmenté durant les années 90 est également celui qui affiche la plus mauvaise performance économique. Loin de s'accroître, leur produit intérieur brut (PIB) par habitant s'est contracté à un taux annuel moyen de 1,4 pour cent. Tous les autres groupes ont enregistré des améliorations.

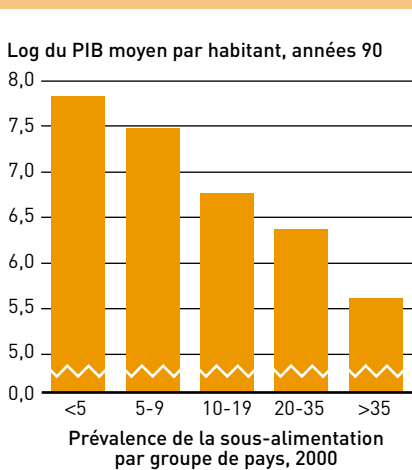
Dans tous les autres groupes, il n'existe aucune corrélation évidente entre le rythme de la croissance économique et les percées de la lutte contre la faim. Paradoxalement, le groupe où les avancées ont été les plus rapides du point de vue de la réduction des victimes de la faim a enregistré une croissance économique relativement lente.

De même, si l'on reporte sur un graphique l'évolution du PIB de différents pays durant les années 90 en fonction de leurs progrès concernant la cible des OMD - diminuer de moitié la proportion de gens qui souffrent de la faim - la ligne de tendance est quasiment

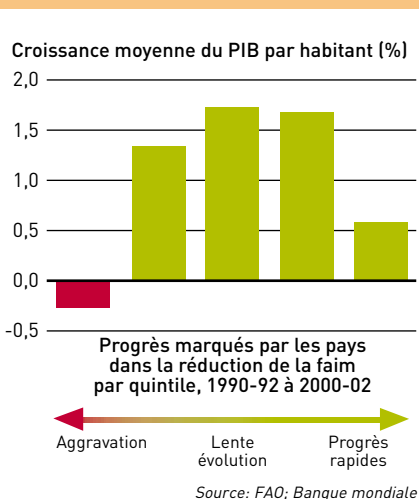
plate (voir le graphique). En revanche, si l'on examine l'évolution sur une plus longue période, on constate que la croissance économique et la réduction de la faim sont effectivement corrélées. Si l'on reporte sur un graphique les progrès relatifs à la cible des OMD des pays qui ont enregistré une croissance économique positive pendant les années 80 et 90, la ligne de tendance est nettement plus abrupte, attestant une plus forte corrélation entre le rythme de la croissance économique sur une période prolongée et celui des avancées de la lutte contre la faim.

Cette tendance laisse à penser qu'une croissance soutenue peut avoir un impact cumulatif plus important sur la réduction de la faim. On pourrait également voir la preuve que l'incidence de la croissance économique sur la faim ne se fait sentir qu'après un certain temps. Une étude de la FAO a montré qu'il fallait plus de temps pour que la croissance économique ait un impact sur la réduction de la faim que pour obtenir une accélération de la croissance économique en améliorant la nutrition.

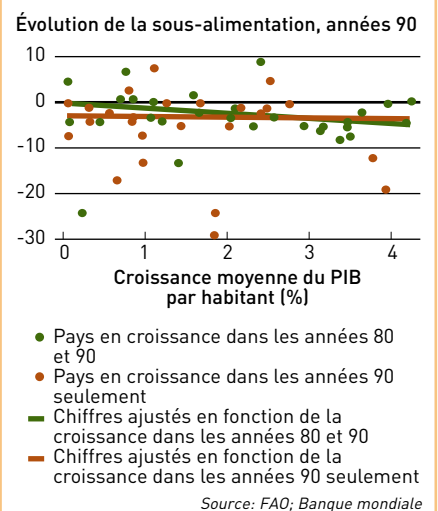
PIB dans les années 90 et prévalence de la sous-alimentation en 2000



Croissance du PIB dans les années 90 et réduction de la faim, par quintile



Croissance économique et réduction de la faim



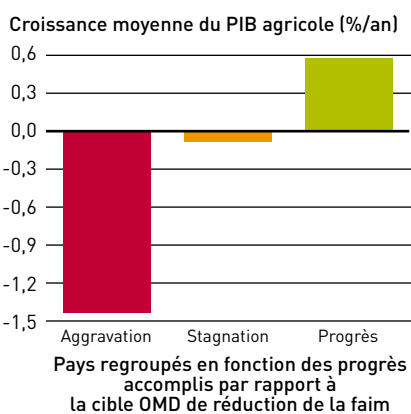


Il est clair que la relation entre croissance économique et réduction de la faim joue dans les deux sens. Une analyse des coûts de la faim présentée dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004* a permis de conclure que la perte de productivité tout au long de la vie des personnes dont les capacités physiques et cognitives ont été altérées par un faible poids à la naissance, une malnutrition protéocalorique et des carences en vitamines et minéraux essentiels représente, en valeur actualisée, entre 5 et 10 pour cent du PIB des pays en développement. Une autre étude de la FAO analyse les rapports entre l'apport nutritionnel et la croissance économique à Sri Lanka. Elle conclut que l'amélioration de la nutrition se répercute rapidement sur la croissance du PIB, une augmentation de 1 pour cent de la ration protéique engendrant à long terme un accroissement de 0,49-pour cent du PIB.

Le rôle majeur de la croissance agricole

Nombre d'études ont apporté la preuve que l'impact de la croissance économique sur la réduction de la faim et de la pauvreté dépend tout autant de la nature de la croissance que de son ampleur et de sa rapidité. Ainsi, la Banque mondiale a analysé des don-

Croissance du PIB agricole dans les années 90 et progrès accomplis en vue de la cible des OMD



Source: FAO; Banque mondiale

Croissance économique et réduction de la faim au Botswana et au Pérou, 1990-2000

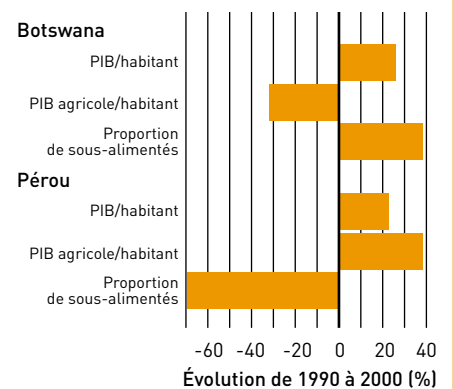
Le Botswana et le Pérou ont tous deux enregistré une forte croissance économique durant les années 90. La comparaison s'arrête là dès lors qu'on examine la baisse de prévalence de la faim. Le Pérou est parvenu à réduire la prévalence de la faim de presque 70 pour cent, atteignant ainsi l'objectif des OMD avec 15 ans d'avance. Au Botswana en revanche, elle s'est accrue alors même que l'économie nationale décollait.

Il est intéressant de noter que le PIB agricole du Pérou a grimpé encore plus rapidement que le reste de l'économie, partiellement entraîné par la diversification en faveur d'exportations à valeur ajoutée non conventionnelles qui ont gonflé les revenus agricoles et créé des emplois dans la transformation. Le PIB agricole du Botswana s'est quant à lui effondré de presque 40 pour cent.

De nombreux autres facteurs contribuent à la disparité entre le Botswana

et le Pérou. Ainsi, le Botswana a été massivement frappé par la pandémie de VIH/SIDA, avec plus de 35 pour cent de la population adulte infectée. Au Pérou en revanche, le taux d'infection est inférieur à 1 pour cent.

Croissance économique et réduction de la faim Botswana et au Pérou dans les années 90



Source: FAO; Banque mondiale

nées concernant l'Inde et a constaté que la croissance en zones rurales et dans le secteur agricole a un impact bien plus marqué sur la lutte contre la pauvreté que celle de l'industrie et des zones urbaines.

Un schéma analogue se dégage de l'analyse des relations entre croissance et réduction de la faim. Si l'on regroupe les pays en fonction des avancées de la lutte contre la faim dans les années 90, le groupe qui est en bonne voie pour atteindre la cible des OMD en la matière est celui où le secteur agricole s'est développé (voir le graphique).

Les comparaisons inter et intranationales montrent elles aussi l'importance de la composition de la croissance. En Inde par exemple, la prévalence de la faim a nettement diminué durant les années 80, alors que le secteur agricole était florissant et que l'économie nationale stagnait. Toutefois, les progrès marqués dans la lutte contre la faim ont tourné court pendant la seconde moitié des années 90, précisément lorsque le PIB national s'est redressé, et que la

croissance agricole a ralenti. Un lien semblable entre croissance du secteur agricole et réduction de la faim peut être mis en évidence en comparant le Botswana et le Pérou, deux pays dont le PIB a affiché une croissance rapide dans les années 90, mais où les retombées sur la faim ont été fort différentes (voir l'encadré).

Ces exemples parmi d'autres appuient la notion que, pour importante qu'elle soit, la croissance économique ne saurait suffire à elle seule à réduire la faim, et que la croissance du secteur agricole dans les pays en développement a un impact bien plus considérable que la croissance de l'industrie et des zones urbaines sur la réduction de la faim. De plus, les progrès sont fonction de nombreux autres facteurs, notamment le taux d'infection à VIH, l'ouverture du commerce, la stabilité politique, la lutte contre la corruption et d'autres aspects souvent regroupés sous le terme de «gouvernance» (voir les pages 10 et 11).

La sous-alimentation dans le monde

Le rôle de la gouvernance dans la réduction de la faim

L'analyse de l'impact de la croissance économique sur la faim et la pauvreté montre que les conditions initiales font une grosse différence (voir les pages 8 et 9). La pauvreté diminue beaucoup plus rapidement et dans des proportions bien plus importantes lorsque la croissance intervient dans des pays où la situation politique est stable, la corruption peu répandue, et où la productivité agricole et les taux d'alphabétisation sont élevés. Nombre de ces conditions favorables initiales peuvent être considérées comme des indicateurs de ce que l'on appelle fréquemment la «bonne gouvernance».

Les définitions et les mesures de la gouvernance varient considérablement. La Banque mondiale la définit comme «l'ensemble des traditions et des institutions grâce auxquelles l'autorité est exercée dans un pays» et collecte plus de 350 variables pour la constitution de six indicateurs composites.

D'autres organisations œuvrant dans le domaine du développement comme l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ont fait

valoir que la bonne gouvernance concerne également l'offre de «biens publics» essentiels, notion qui englobe la paix et la sécurité, mais aussi la construction de routes et l'électrification des zones rurales. Les partisans d'une approche du développement «fondée sur les droits» affirment que la bonne gouvernance doit également comprendre l'appui aux droits fondamentaux de la personne, y compris le droit à l'alimentation.

Ces dimensions de la gouvernance sont toutes trois importantes pour la lutte contre la faim et l'avènement de la sécurité alimentaire.

Les indicateurs de la Banque mondiale

Les analyses économiques confirment que les indicateurs de bonne gouvernance utilisés par la Banque mondiale permettent de distinguer avec un degré considérable de précision les pays en développement qui ont réussi à ramener la faim à des niveaux relativement faibles de ceux qui n'y sont pas parvenus. Avec seulement quatre indicateurs

- la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, la primauté du droit et la lutte contre la corruption -, on peut distinguer précisément les deux tiers des pays sans avoir à recourir à de quelconques autres facteurs connus pour le rôle important qu'ils jouent dans la réduction de la faim, par exemple la croissance économique et agricole (voir les pages 8 et 9), le niveau d'éducation et l'ampleur des inégalités en matière d'accès à l'alimentation.

En revanche, ces indicateurs de gouvernance sont beaucoup moins efficaces lorsqu'il s'agit de distinguer les pays qui ont marqué des progrès dans la lutte contre la faim durant les années 90 de ceux où la prévalence de la sous-alimentation a augmenté ou est restée inchangée (voir le graphique).

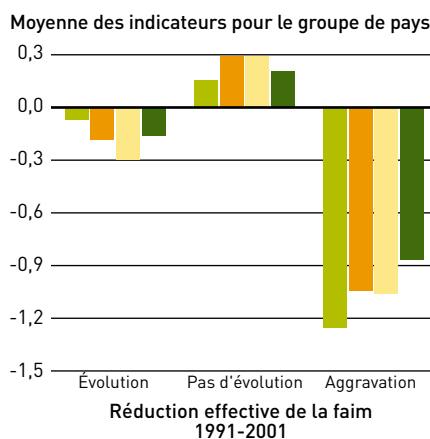
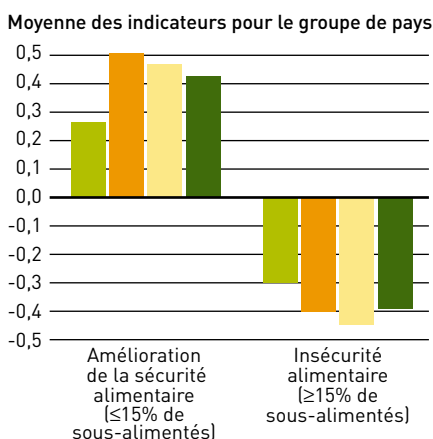
Comme il se doit, les pays où la sécurité alimentaire s'est détériorée sont également ceux qui ont été les moins stables politiquement, où la règle de droit était la plus défaillante et où la corruption est généralisée. Dans nombre de ces pays, les conflits ont érodé la fibre politique et juridique de la gouvernance. Toutefois, ces mêmes indicateurs sont également légèrement négatifs pour le groupe de pays qui est parvenu à réduire la sous-alimentation. En tant que groupe, seuls les pays où la faim est restée inchangée obtiennent des notes positives par rapport aux indicateurs de bonne gouvernance de la Banque mondiale.

Cette analyse semble indiquer que l'absence des divers aspects de la bonne gouvernance représente un obstacle majeur à la réduction de la faim, mais que les progrès dans ce domaine dépendent de nombreux autres facteurs.

L'offre de biens publics essentiels

Bon nombre de ces autres facteurs comptent parmi les «biens publics» qui constituent les responsabilités et les indicateurs de la bonne gouvernance selon l'IFPRI. La paix intérieure, la souverai-

Indicateurs relatifs à la gouvernance, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la faim dans les années 90



Source: Banque mondiale; FAO



neté du droit, les infrastructures rurales et la recherche agricole sont par exemple essentiels à l'augmentation de la production agricole et à la réduction de la faim et de la pauvreté dans les zones rurales qui abritent les trois quarts des victimes de la faim dans le monde.

Lorsque les gouvernements ne parviennent pas à maintenir la paix au sein de leurs frontières, les violences causées par les conflits ébranlent la production agricole et l'accès à l'alimentation. En Afrique, on a constaté que la production alimentaire par habitant a chuté en moyenne de 12,4 pour cent durant les périodes de conflit.

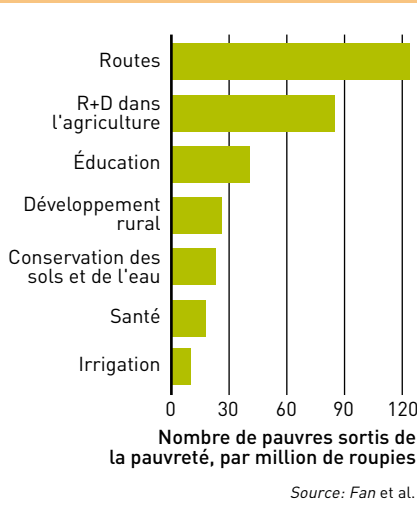
L'affaiblissement de la règle de droit mine elle aussi la productivité agricole et la sécurité alimentaire en précarisant la propriété et les titres fonciers et en détournant les investissements. Du fait de l'absence de routes, d'électrification et de moyens de communication dans les zones rurales, les agriculteurs sont confrontés à des difficultés et à des coûts accrus pour acheminer leurs produits jusqu'aux marchés et se procurer des engrais et d'autres intrants agricoles.

Selon des études réalisées en Chine et en Inde, la construction de routes est «l'investissement le plus productif dans les biens publics pour lutter contre la pauvreté» (voir graphique). Il semblerait en outre qu'elle ait un effet analogue sur la réduction de la faim. Lorsque la Chine a mis en place des arrangements fonciers garantis au profit des ménages et a commencé à investir massivement dans les infrastructures rurales et la recherche agricole à la fin des années 70, la production agricole est montée en flèche et la faim a décliné rapidement. Au cours des deux décennies suivantes, la production céréalière totale a augmenté de 65 pour cent, tandis que la prévalence de la faim a été réduite de quasiment deux tiers.

Aspect révélateur, le développement des infrastructures rurales est souvent au plus bas dans les pays et les régions fortement touchés par la faim. Ainsi, la densité routière en Afrique au début des années 90 était inférieure à un sixième de celle de l'Inde à l'époque de l'indépendance, en 1950 (voir le graphique).

Pour évaluer la gouvernance, on peut également examiner le degré de cor-

Investissements publics en zones rurales et réduction de la pauvreté en Inde



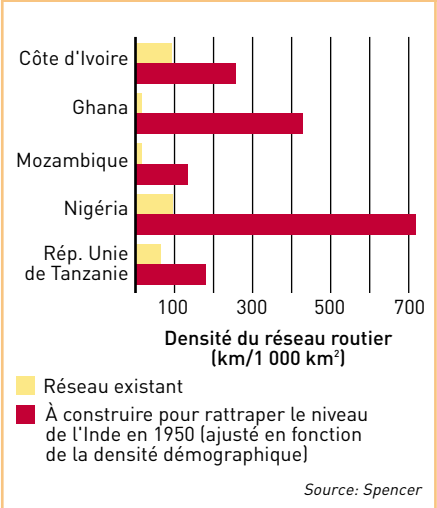
respondance entre les investissements publics dans l'agriculture et la recherche agricole et l'importance de ce secteur dans l'économie nationale et le bien-être général de la population. Dans les pays fortement touchés par la faim où environ 70 pour cent de la population en moyenne dépendent de l'agriculture, la part des dépenses publiques investies dans l'agriculture en proportion de l'importance de ce secteur dans l'économie nationale est très largement inférieure à celle des investissements réalisés par les pays où l'incidence de la faim est plus faible (voir le graphique).

Gouvernance et droit à l'alimentation

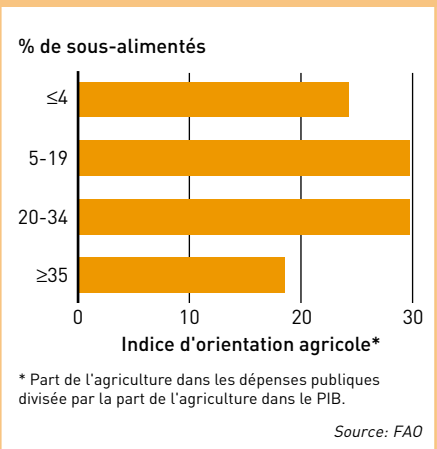
Lorsque le Sommet mondial de l'alimentation a réaffirmé «le droit fondamental de toute personne à s'affranchir de la faim», il a mis en évidence une autre dimension de la bonne gouvernance, à savoir l'obligation faite aux États de respecter les droits de la personne et les libertés fondamentales. En 2004, l'adoption par le Conseil de la FAO des «Lignes directrices facultatives en vue de la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte d'une sécurité alimentaire nationale» a fourni aux États un moyen pratique leur permettant de s'acquitter de cette obligation.

L'impact de la bonne gouvernance et de la sécurité alimentaire est patent dans

Densité du réseau routier rural dans certains pays d'Afrique, début des années 90



Engagement en faveur de l'agriculture des pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation



plusieurs pays qui ont reconnu le droit à l'alimentation comme étant de la compétence de la justice. En Inde par exemple, la Cour suprême a ordonné que des repas cuisinés soient servis dans toutes les écoles du pays. La nutrition et l'assiduité scolaire se sont considérablement améliorées là où le programme a été mis en œuvre, notamment chez les filles. Étant donné le rôle capital de la nutrition des mères et de l'éducation pour briser le cycle de la faim et de la pauvreté, les retombées de ce programme se feront sentir positivement sur les générations à venir (voir les pages 16 et 20).

La sous-alimentation dans le monde

Les zones critiques de la faim: les effets complexes des catastrophes naturelles

Si les raisons sont complexes, la tendance est claire: les catastrophes naturelles sont plus fréquentes, plus meurtrières et plus coûteuses, comme l'atteste cette simple mesure: les pertes annuelles moyennes imputables aux ouragans, aux sécheresses, aux séismes et autres catastrophes naturelles pendant les années 90 étaient neuf fois plus importantes qu'il y a 30 ans de cela (voir le graphique).

L'impact des catastrophes naturelles est bien plus considérable sur les pays pauvres que sur les pays plus riches, tant en termes absolus que relatifs. Leurs populations peuvent rarement se réinstaller loin des zones fréquemment touchées par les catastrophes, ou renforcer leurs maisons et leurs exploitations. Leurs infrastructures et leurs économies sont généralement moins diversifiées et plus fragiles, de sorte qu'une catastrophe naturelle peut retarder l'ensemble du processus de développement.

Les catastrophes naturelles peuvent également détériorer la sécurité alimentaire de manière inégale et complexe. Leur impact sur les groupes et

les communautés varie en fonction des lieux d'implantation, de la profession et du statut social, sans parler des divisions économiques, politiques et culturelles. On peut en voir des manifestations dans les effets de deux récentes catastrophes, la sécheresse et l'infestation de criquets pèlerins qui ont ravagé l'Afrique du Nord et de l'Ouest en 2003-04, ainsi que le tremblement de terre et le tsunami qu'a subi l'océan Indien en 2004, notamment dans la province indonésienne d'Aceh.

Sécheresse et criquets pèlerins en Afrique

À la fin de 2003, les conditions météorologiques favorables ont favorisé le développement des populations de criquets pèlerins dans le Maghreb et une partie du Sahel. La FAO a diffusé des alertes sur la probabilité d'une infestation. Au début de 2004, des essaims de criquets ont déferlé sur l'Afrique du Nord et de l'Ouest et au-delà, puisqu'ils ont été signalés jusqu'à Chypre, en Égypte, en Guinée et au Yémen. La plupart des essaims sont

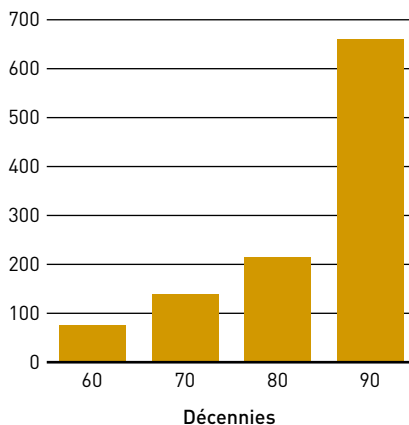
toutefois restés dans le nord-ouest de l'Afrique et le Sahel où ils ont ravagé les cultures et la végétation naturelle.

Dans le Sahel, les précipitations suivent un gradient et se raréfient à mesure qu'on avance vers le nord, pour disparaître quasi-totalement dans le Sahara. Ainsi, la partie sud d'un pays tel que le Mali enregistre des précipitations annuelles presque deux fois supérieures à celles des zones peuplées du nord. L'activité agricole reflète le schéma des précipitations, les exploitations intensives étant regroupées le long de la bande méridionale, l'agriculture vivrière et l'élevage occupant le centre du pays, tandis que les troupeaux nomades de chèvres et de chameaux sont élevés dans l'extrême nord.

En 2004, les écarts de pluviométrie entre le nord et le sud ont été plus prononcés qu'à l'accoutumée. Les zones arides du nord ont connu une grave sécheresse alors que les précipitations ont augmenté dans les régions humides du sud (voir la carte). Les criquets pèlerins qui sont extrêmement sensibles aux conditions environnementales ont une préférence pour le temps sec et la végé-

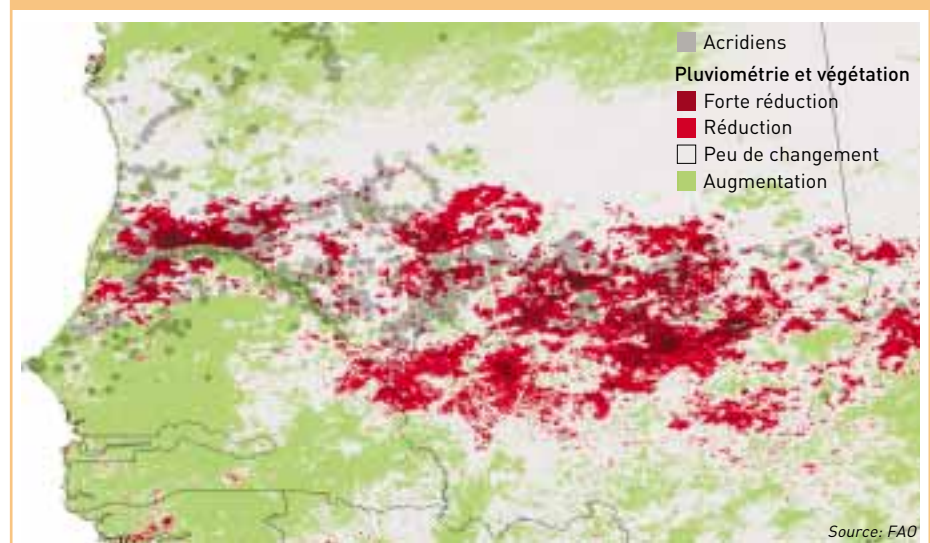
Pertes économiques dues à des désastres naturels

Valeur annuelle moyenne, milliards de \$EU



Source: PNUD

Les acridiens et changements de la pluviométrie au Sahel, 2003-04





tation rabougrie du nord. Ils y ont totalement dévasté les cultures et les zones de pâturage déjà considérées marginales durant les bonnes années, et ont globalement épargné les régions comparativement verdoyantes au sud.

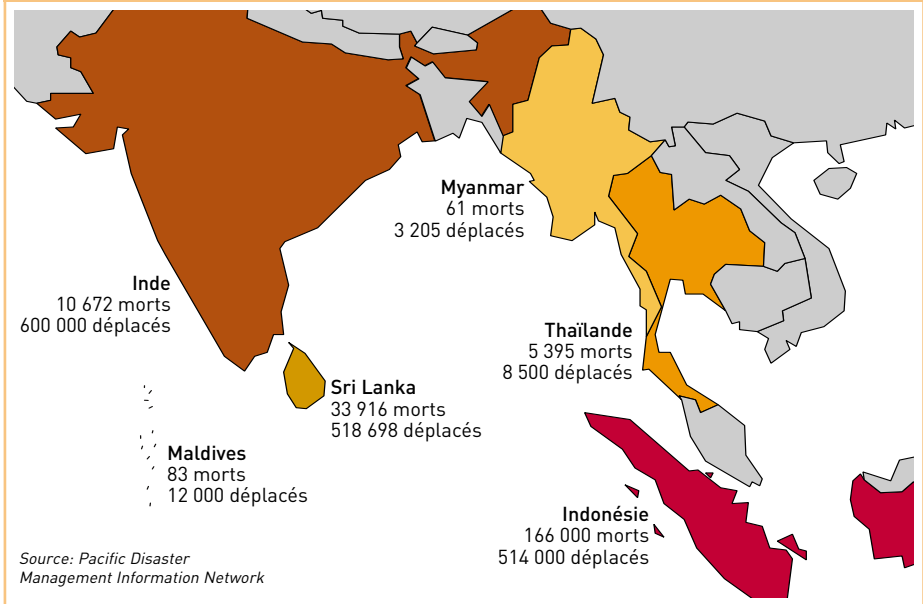
Comme la production alimentaire provient essentiellement du sud, la plupart des pays de la région ont été préservés d'une catastrophe majeure. À l'échelon de la région, la production agricole en 2004 est restée proche de la moyenne quinquennale. En revanche, les essaims de criquets ont ravagé la Mauritanie où ils ont séjourné le plus longtemps, ainsi que les régions septentrionales d'autres pays. De nombreux pasteurs ont migré vers le sud avec leurs troupeaux, ce qui a donné lieu à des conflits d'utilisation des ressources en eau et en terres. D'autres ont été forcés de vendre leurs animaux à perte, ou d'abandonner leurs exploitations. Pour nombre des régions et des groupes appauvris du Sahel, la situation resterait désespérée jusqu'à la récolte d'octobre 2005, incitant plusieurs pays à lancer un appel d'urgence au mois de mai.

Le tsunami de l'océan Indien

Le séisme qui est intervenu au large des côtes de Sumatra (Indonésie) le 26 décembre 2004 était le plus violent enregistré en 40 ans. Il a provoqué un tsunami qui a tué 240 000 personnes selon les estimations, et déplacé plus de 1,6 million de personnes. La pêche et l'agriculture côtière ont été détruites dans de nombreuses régions, privant les communautés de leur principale source d'alimentation et de revenus. L'impact du tsunami sur l'économie nationale varie considérablement d'un pays à l'autre. Pour les grands pays comme l'Indonésie, les pertes économiques ont été considérables localement mais, à 2,2 pour cent du PIB selon les estimations, elles demeurent non significatives au niveau national. Aux Maldives et dans plusieurs autres petits pays, le tsunami a emporté avec lui jusqu'à 60 pour cent du PIB annuel.

L'impact sur la sécurité alimentaire a également été très inégal. Le secteur agricole très limité de petits États insulaires tels que les Maldives et les Sey-

Impact du tsunami sur les pays de l'océan Indien



chelles a été totalement ravagé. La production rizicole nationale de l'Indonésie, de Sri Lanka et de la Thaïlande n'a pas été gravement touchée.

Cependant, de nombreuses provinces côtières ont été durement frappées, notamment dans les communautés qui, avant le désastre, étaient déjà gravement touchées par la pauvreté et par la faim. Dans la province indonésienne d'Aceh par exemple, près de 30 pour cent de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté avant le tsunami, soit presque deux fois la moyenne nationale. Plus de 35 pour cent des enfants de moins de cinq ans présentaient déjà un déficit pondéral. Étant donné la destruction des bateaux de pêche, des filets et autres engins et le déracinement de nombreuses familles de pêcheurs, la production de la pêche côtière comme celle de la pêche hauturière devrait chuter de moitié en 2005. En dépit d'un excédent de riz de 200 000 tonnes attendu dans la province, de nombreux agriculteurs vivant en zones côtières ont perdu deux récoltes consécutives de paddy.

À Aceh, comme à Sri Lanka, les problèmes de sécurité alimentaire ont été exacerbés par les conflits anciens opposant le gouvernement à un mouvement séparatiste. Après le tsunami, l'insécurité persistante est venue compliquer

les opérations de secours d'urgence et de relèvement.

Catastrophes naturelles et développement

Comme le montrent ces deux situations d'urgence différentes, même lorsque les catastrophes naturelles n'ont pas d'effet majeur sur le volume global des approvisionnements alimentaires, elles peuvent avoir des conséquences désastreuses sur certains groupes de population. Ce sont souvent les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont les plus durement frappés, ce qui exacerbe encore la pauvreté et la malnutrition. Les catastrophes détruisent également les moyens de subsistance précaires à un point tel que les populations sont déplacées et qu'une action de relèvement à long terme s'impose. Enfin, elles ont tendance à frapper les pays qui sont à la fois pauvres et mal préparés, les reléguant ainsi encore plus à la traîne du développement.

C'est l'ampleur de ces dégâts qui a incité la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, tenue à Kobé (Japon) en janvier 2005, à préconiser l'intégration expresse des mesures de prévention et d'atténuation des catastrophes dans les stratégies de développement nationales.

Sur la voie des engagements du Sommet

Éducation et sous-alimentation: nourrir les corps et les esprits pour interrompre le cercle vicieux

Voilà fort longtemps que l'éducation est célébrée comme l'une des armes les plus puissantes pour lutter contre la faim et la pauvreté et ce, à juste titre. Le manque d'éducation sape la productivité, l'accès à l'emploi et la capacité de gagner sa vie, et mène tout droit à la pauvreté et à la faim. Dans le monde, chaque année de scolarisation relève le niveau de rémunération d'environ 10 pour cent. Les investissements dans l'éducation ont été plus rentables que les investissements dans le capital physique.

Dans les zones rurales où vit la grande majorité des victimes de la faim dans le monde, des recherches ont montré que la productivité d'un agriculteur ayant suivi quatre années d'enseignement primaire est supérieure de presque 9 pour cent en moyenne à celle d'un agriculteur n'ayant aucune éducation. Associé à la disponibilité d'intrants tels qu'engrais, nouvelles semences ou machines agricoles, le gain de productivité passe à 13 pour cent.

Ce n'est pas seulement en augmentant la productivité et les revenus que l'éducation agit sur la faim et la malnutrition. L'éducation des femmes en particulier est fortement corrélée à l'amélioration de la nutrition des enfants et à la santé des familles (voir page 16).

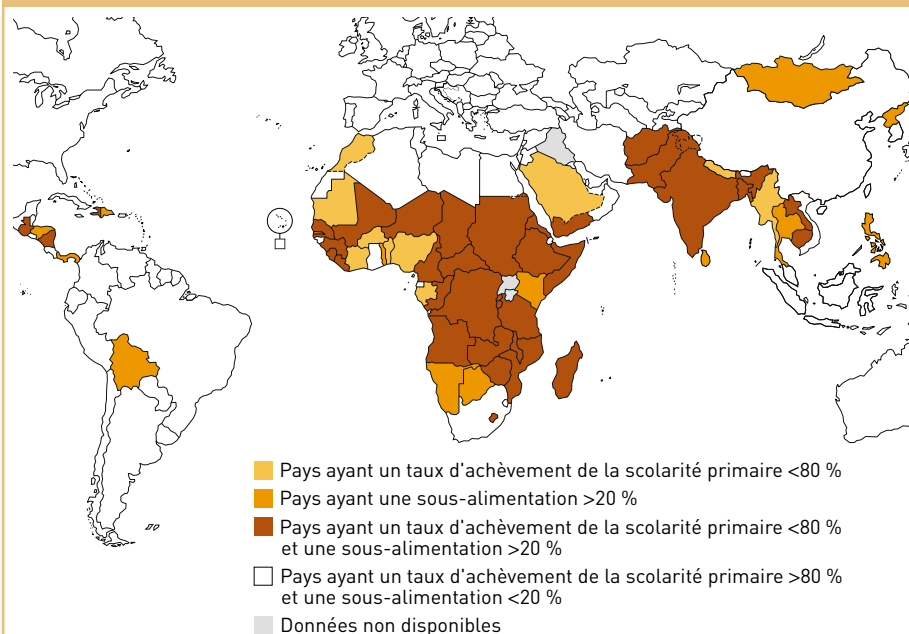
Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) appellent à la scolarisation primaire de tous les enfants de la planète d'ici 2015. Or, les progrès en matière d'éducation primaire pour tous ont été lents et inégaux. Plus de 121 millions d'enfants d'âge scolaire ne sont toujours pas scolarisés. Deux tiers d'entre eux sont des filles et la plupart vivent dans les zones rurales des régions où la faim et la pauvreté sont les plus répandues.

Sur l'ensemble des enfants qui fréquentent l'école, un tiers a quitté l'école avant d'acquérir les compétences les plus élémentaires en lecture et en cal-

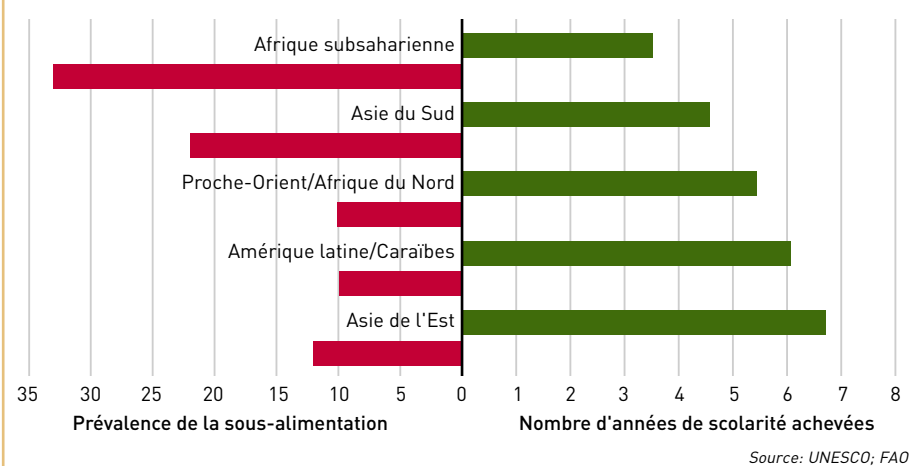
cul. En moyenne, les adultes n'ont achevé que trois ans et demi d'école en Afrique subsaharienne et quatre ans et demi en Asie du Sud. C'est également dans ces deux sous-régions que la faim fait le plus de victimes et où les progrès pour la combattre ont été les plus lents (voir la carte et le graphique). Pour atteindre la

cible fixée par les OMD, il faudrait quadrupler le taux d'inscription scolaire des enfants actuellement laissés pour compte. Si ce taux demeure au niveau actuel en Afrique subsaharienne, moins de la moitié des pays de la région atteindront l'objectif visé (voir les graphiques ci-contre).

Achèvement de la scolarité primaire et sous-alimentation dans les pays en développement



Performance scolaire et sous-alimentation, par région, 2000



La faim en tant qu'obstacle à l'éducation

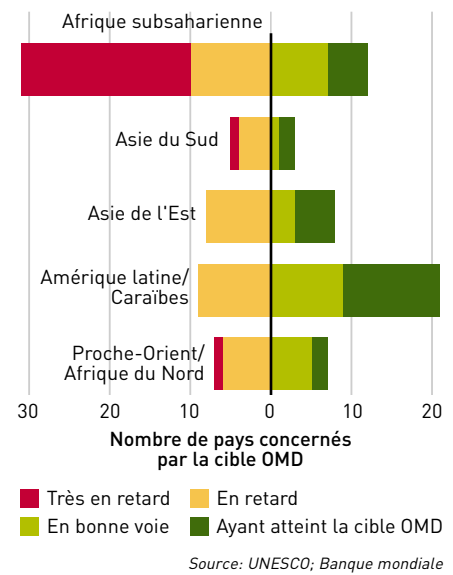
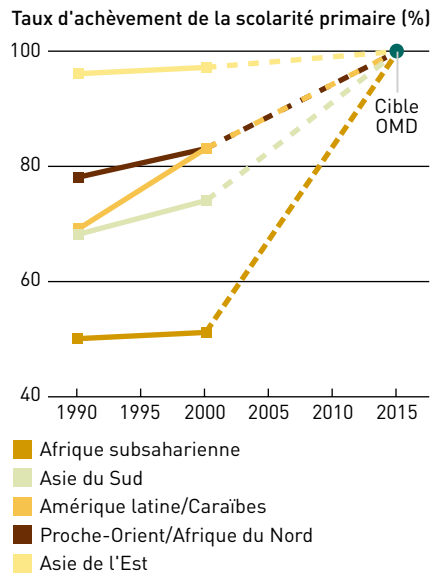
L'une des raisons expliquant la lenteur des progrès relatifs à l'éducation primaire pour tous est la persistance de la faim et de la malnutrition. Tout comme le manque d'éducation condamne à la pauvreté et à la faim, la faim et la malnutrition privent des millions d'enfants de la possibilité de recevoir une éducation.

Les familles pauvres et en situation d'insécurité alimentaire sont souvent incapables d'acquiescer les droits de scolarité et ont besoin des enfants, notamment des filles, pour des tâches telles que les corvées d'eau et la collecte de bois de feu. En outre, les problèmes de santé et les retards de croissance dus à la malnutrition retardent l'inscription à l'école ou y font obstacle. Dans certains pays d'Afrique et d'Asie du Sud, plus de la moitié des enfants issus des 40 pour cent de foyers les plus démunis ne sont même jamais inscrits à l'école.

Les taux d'assiduité et de réussite scolaires tombent à leurs plus bas niveaux chez les enfants des zones rurales, en particulier les filles. Dans près de la moitié des 41 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine examinés dans une enquête récente, la fréquentation des écoles primaires rurales était inférieure de 20 points de pourcentage ou davantage à celle des zones urbaines. S'agissant du fossé entre les sexes, le taux d'assiduité et de réussite scolaires des garçons est souvent deux à trois fois supérieur à celui des filles en zones rurales. Dans plusieurs pays d'Afrique, le taux d'achèvement de la scolarité primaire chez les filles des zones rurales est inférieur à 15 pour cent. Dans les zones rurales d'Éthiopie, seulement 1 pour cent des filles et 1,6 pour cent des garçons achèvent le cycle complet des huit ans d'enseignement primaire.

La faim et la malnutrition freinent les performances des enfants, même lorsqu'ils vont régulièrement à l'école. Les faibles poids de naissance, la malnutrition protéino-énergétique, l'anémie et les carences en iode altèrent les capacités cognitives, rendant

Progrès accomplis en vue de l'éducation primaire pour tous, par région, 1990-2000



l'apprentissage plus ardu pour les enfants. On a pu montrer qu'un retard de croissance, même mineur ou modéré, réduit notablement les capacités mentales et les résultats scolaires. Les anémies ferriprives, qui frappent plus de la moitié des enfants d'âge scolaire, minent leurs capacités d'apprentissage en réduisant leur mémoire et leur durée d'attention.

L'éducation primaire pour tous et les OMD

Il est primordial de lutter contre la faim et la malnutrition pour améliorer l'assiduité scolaire, les capacités d'apprentissage et les résultats des enfants, notamment dans les zones rurales où est concentrée la grande majorité des enfants non scolarisés et des victimes de la faim.

Parallèlement, la réalisation de l'objectif d'éducation primaire pour tous fixé par les OMD constituerait une contribution majeure aux objectifs de réduction de la faim et de la pauvreté et viendrait intensifier les progrès concernant les autres OMD, comme la démarginalisation des femmes et le combat engagé pour enrayer la propagation du VIH/SIDA. Selon une récente étude de la Campagne mondiale pour l'éduca-

tion, l'éducation primaire pour tous pourrait préserver au moins 7 millions de jeunes d'une infection due au VIH en une seule décennie. En optant pour la gratuité de l'école primaire au milieu des années 90, l'Ouganda est parvenu non seulement à doubler le nombre des inscriptions scolaires, mais aussi à inverser la progression du VIH/SIDA. En offrant à 10 millions de jeunes scolarisés un accès à l'alphabétisation et à une éducation sur le sida, les taux de prévalence du VIH sont tombés de 15 pour cent en 1990 à 4 pour cent en 2004. Selon d'autres études, l'éducation primaire pour tous contribuerait à améliorer la santé maternelle, la parité hommes-femmes et la gestion des ressources naturelles.

Pour atteindre cet objectif, les pays en développement et la communauté internationale devront toutefois s'engager bien plus massivement. Selon la Banque mondiale, les dépenses d'enseignement primaire dans les pays en développement devront augmenter d'environ 35 milliards de dollars EU par an pour permettre d'éliminer les droits de scolarité, accorder des subventions aux familles les plus nécessiteuses, construire des écoles, recruter davantage d'enseignants et restaurer ou moderniser les structures en place.

Sur la voie des engagements du Sommet

Égalité hommes-femmes et autonomisation des femmes: mesures clés pour la réduction de la pauvreté et de la faim

Le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a déclaré que l'éducation et la démarginalisation des femmes constituaient l'arme la plus puissante dans la guerre contre la pauvreté. On pourrait en dire autant de l'importance capitale de l'élimination des inégalités entre les sexes pour la lutte contre la faim et la malnutrition.

Les recherches confirment que les femmes ayant reçu une éducation ont des familles en meilleure santé. Leurs enfants sont mieux nourris, risquent moins de mourir en bas âge et sont davantage susceptibles d'aller à l'école. Selon une récente étude portant sur 63 pays, l'amélioration de l'éducation des femmes est le facteur qui a contribué à lui seul aux baisses les plus importantes de la sous-alimentation entre 1970 et 1995, représentant 43 pour cent des progrès d'ensemble.

Lorsque les femmes peuvent travailler et gagner autant que les hommes, c'est la famille entière qui en bénéficie. Dans les pays en développement, les femmes consacrent en général la quasi-totalité de leurs revenus aux besoins du ménage, tandis que les hommes en destinent au moins 25 pour cent à d'autres fins. Une étude réalisée par la Banque mondiale au Guatemala a constaté qu'il faut

15 fois plus d'argent pour réduire la sous-alimentation des enfants lorsque les revenus sont gagnés par le père plutôt que par la mère.

Toutefois, les usages culturels et les obstacles juridiques empêchent souvent les femmes et les filles d'aller à l'école, d'avoir un emploi et d'avoir accès aux services et aux ressources qui leur permettraient d'améliorer l'existence de leurs familles. Dans nombre de pays et de communautés, les traditions ou la loi empêchent les femmes de détenir des terres. Bien que 70 pour cent au moins de la main-d'œuvre féminine du sous-continent indien prennent part à la production alimentaire, moins de 20 pour cent des agricultrices sont propriétaires de leurs terres en Inde et au Népal.

En l'absence de sécurité de la propriété foncière, les femmes sont souvent incapables d'obtenir des crédits qui leur permettraient de réaliser des améliorations, tels que des systèmes d'irrigation et de drainage, afin d'accroître leur production et de maintenir la fertilité des sols. En Afrique subsaharienne, où l'on compte globalement autant d'agriculteurs que d'agricultrices, ces dernières ne reçoivent que 10 pour cent des prêts accordés aux petits exploitants et moins de 1 pour cent des crédits octroyés au

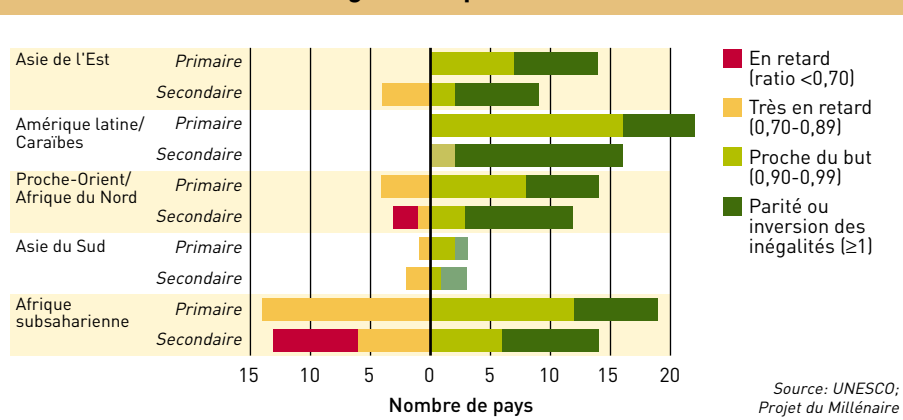
secteur agricole. On ne s'étonnera pas dès lors que leurs ménages sont souvent les plus durement frappés par la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

Éducation: combler le fossé entre les sexes

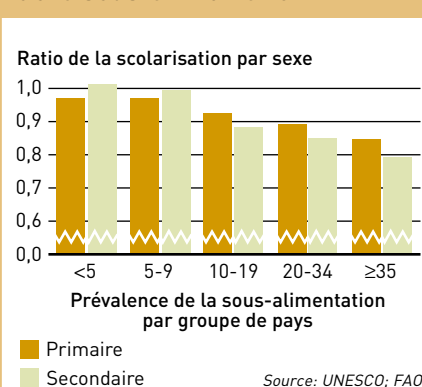
Dans la plupart des pays en développement, l'assiduité scolaire et les taux d'achèvement des filles sont nettement inférieurs à ceux des garçons, tous niveaux confondus, de l'école primaire à l'université. Les OMD appellent à l'élimination de ce fossé entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005, et à tous les échelons d'ici 2015. Bien que des progrès notables aient été enregistrés dans le monde, ils n'ont pas permis d'atteindre la cible fixée pour 2005 et sont restés le plus nettement à la traîne dans les régions et les pays où la faim est généralisée et persistante (voir le graphique).

Alors que les taux d'inscription scolaire et d'alphabétisation des filles comme des garçons sont au plus faible en Afrique subsaharienne, les inégalités entre les sexes sont plus importantes en Asie du Sud que dans toutes les autres régions en développement. Les femmes de cette région sont scolarisées pour la moitié à

Prévisions nationales, par région, en matière de réduction des inégalités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005



Ratio de la scolarisation par sexe et de la prévalence de la sous-alimentation



peine des années d'enseignement offertes aux hommes, et les taux d'inscription à l'école secondaire des femmes sont inférieurs de plus de 30 pour cent à ceux des hommes.

Une analyse plus poussée montre que le fossé entre les sexes est au plus fort là où la faim est la plus prévalente (voir le graphique). Dans ces pays, le fossé se creuse d'autant dans le secondaire. Dans les pays où la proportion de la population qui souffre de la faim est la plus faible, c'est l'inverse: en effet le taux d'inscription scolaire des filles est quasiment égal à celui des garçons à l'école primaire et le dépasse à l'école secondaire.

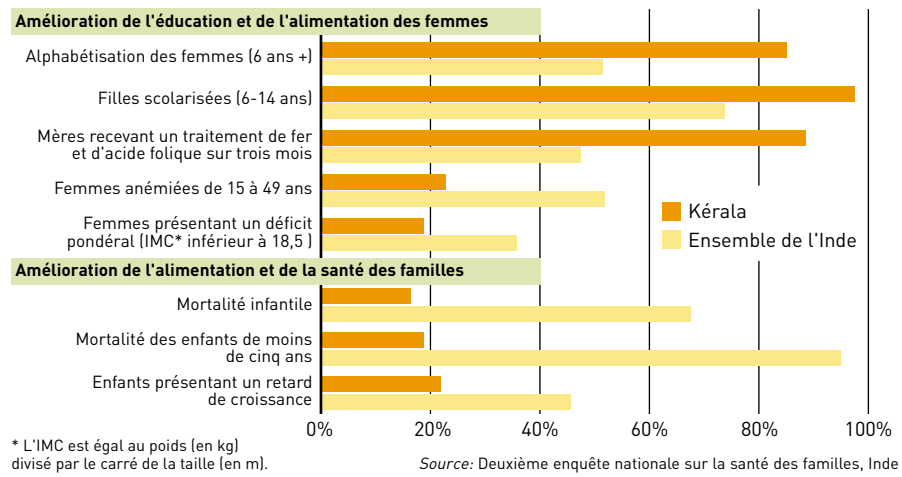
Ce schéma très marqué confirme d'autres recherches selon lesquelles l'élimination du fossé entre les sexes permettrait d'accélérer la croissance économique et de réduire la sous-alimentation et la mortalité infantile. La Banque mondiale a récemment financé une étude dans les 45 pays où la cible fixée par les OMD paraît la plus évasive afin d'analyser les répercussions de la persistance de l'inégalité entre les sexes à l'école primaire et secondaire. Selon cette étude, la réalisation de cet objectif dans ces pays permettrait de sauver la vie de plus de 1 million d'enfants chaque année et de réduire les taux de sous-alimentation de plusieurs points de pourcentage.

Briser le cycle de la faim

La mauvaise nutrition et la piètre santé des mères peuvent être considérées comme le nœud du cercle vicieux qui pérennise la faim d'une génération à l'autre, les mères souffrant de malnutrition donnant naissance à des enfants de poids insuffisant qui présentent un risque accru de retards de croissance durant l'enfance, d'une moindre capacité de travail et de rémunération une fois adultes, donneront à leur tour naissance à des enfants de poids insuffisant (voir la page 21).

Il se pourrait que le principal moteur de ce cycle soit l'inégalité entre les femmes et les hommes. C'est d'ailleurs la conclusion de l'analyse que font les experts de «l'énigme asiatique», à savoir

Impact de l'amélioration de l'éducation et de l'alimentation des femmes au Kérala (Inde)



qu'il y a bien plus d'enfants souffrant de malnutrition en Asie du Sud que dans les plus pauvres des pays d'Afrique subsaharienne.

Un rapport au Fonds des Nations Unies pour l'enfance a identifié trois grandes raisons à l'origine de la malnutrition catastrophique des enfants d'Asie du Sud. Deux d'entre elles - l'incidence nettement plus importante de nouveau-nés de poids insuffisant et de déficits de croissance durant l'allaitement et le passage à une alimentation solide - ont été directement rattachées au fait que l'extrême inégalité entre les sexes coupe les femmes d'Asie du Sud des possibilités d'éducation, d'emploi et de participation à la prise de décisions.

De ce fait, des millions de mères en Asie du Sud «n'ont ni les connaissances, ni les moyens, ni la liberté d'agir dans leur intérêt et dans celui de leurs enfants». Elles sont en outre bien plus susceptibles de souffrir elles-mêmes d'une malnutrition grave. Dans certaines régions d'Asie du Sud, les hommes et les garçons consomment deux fois plus de calories, bien que les femmes et les filles assument une large part des gros travaux.

Cette étude conclut que la «clé ultime» qui permettra de briser le cycle de la faim réside dans «l'éducation des filles».

D'autres éléments d'information concernant l'Asie du Sud appuient cette conclusion. Dans l'ensemble de l'Inde par

exemple, les efforts engagés pour combler le fossé de l'éducation entre les sexes n'ont guère abouti, et à peine la moitié des femmes savent lire. Depuis plus de 50 ans pourtant, les gouvernements successifs de l'État du Kerala ont montré un réel engagement en faveur de l'éducation des femmes. Près de 90 pour cent de la population féminine de cet État est alphabétisée, et la quasi-totalité des filles de moins de 14 ans vont à l'école.

L'impact sur la santé et le bien-être des familles est saisissant. Le Kerala ne compte pas parmi les États les plus riches de l'Inde du point de vue du PIB par habitant, mais il précède tous les autres États pour ce qui est de la santé et de la nutrition des mères et des enfants. Les taux d'anémie et de déficit pondéral chez les femmes et les retards de croissance chez les enfants représentent moins de la moitié de la moyenne nationale, tandis que la mortalité infantile et juvénile ne représente qu'un quart de la moyenne nationale (voir le graphique).

L'exemple du Kerala permet de penser que la promotion de l'égalité entre les sexes et la démarginalisation des femmes pourraient contribuer plus que n'importe quel autre OMD à réduire la faim et la malnutrition. Il montre aussi que la satisfaction des besoins nutritionnels et l'éducation des femmes sont des facteurs essentiels permettant de démarginaliser les femmes et de briser le cycle de la faim.

Sur la voie des engagements du Sommet

Réduire la faim, sauver des vies d'enfants

Chaque année, près de 11 millions d'enfants meurent avant d'avoir atteint leur cinquième anniversaire. La quasi-totalité de ces décès intervient dans des pays en développement, trois quarts d'entre eux en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, les deux régions qui affichent également les taux les plus élevés de faim et de malnutrition. Ce n'est pas une coïncidence.

La faim et la malnutrition sont les causes sous-jacentes de plus de la moitié des décès d'enfants; elles tuent presque 6 millions d'enfants chaque année, un chiffre globalement comparable à la population d'âge préscolaire du Japon. Rares sont ceux qui meurent de famine. La grande majorité est tuée par des troubles néonataux et par quelques maladies infectieuses curables, notamment la diarrhée, la pneumonie, le paludisme et la rougeole. La plupart de ces enfants ne mourraient pas si leur corps et leurs systèmes immunitaires n'étaient pas affaiblis par la faim et la malnutrition.

L'analyse de 10 études réalisées en milieu communautaire sur des enfants de moins de cinq ans montre que la proportion des décès imputables à l'insuffisance pondérale est de 45 pour cent dans le cas de la rougeole, et atteint jusqu'à 60 pour ce qui est de la diarrhée (voir le graphique). Chez les enfants présentant un faible déficit pondéral, les risques de décès sont cinq à huit fois plus importants.

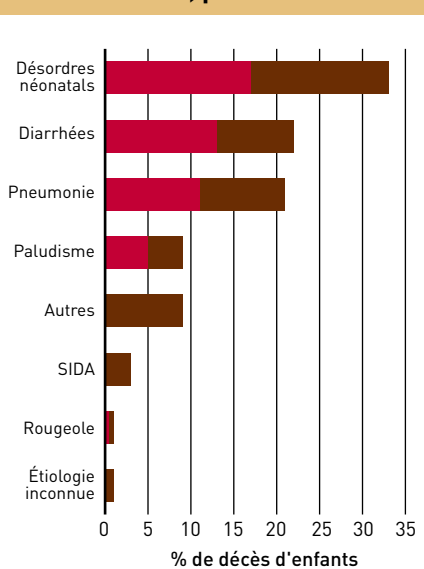
Les carences en vitamines et minéraux essentiels accroissent également le risque de mourir des maladies infantiles. Les carences en vitamine A par exemple augmentent le risque de décès dus à la diarrhée, à la rougeole et au paludisme dans des proportions de 20 à 24 pour cent. Chez les enfants dont l'alimentation n'est pas suffisamment riche en zinc, le risque de mourir d'une diarrhée, d'une pneumonie ou du paludisme s'accroît de 13 à 21 pour cent. Dans bien des régions en développement, plus d'un tiers de l'ensemble des

enfants présente des carences de cet ordre ou relatives à d'autres micronutriments. Les carences en vitamine A et en zinc à elles seules sont responsables de la mort de plus de 1,5 million d'enfants chaque année (voir le graphique).

Insuffisance des progrès en vue de la réalisation des OMD

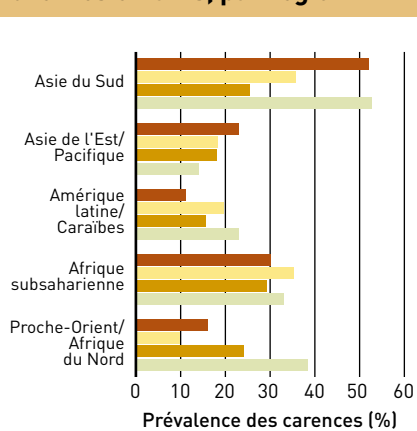
La cible définie par les OMD consiste à réduire des deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans entre 1990 et 2015. Loin de s'intensifier, les progrès en la matière se sont amenuisés. Entre 1960 et 1990, la mortalité infantile a régressé chaque année de 2,5 pour cent. Depuis 1990, année de référence des OMD, le taux est tombé à 1,1 pour cent seulement. Parmi toutes les régions en développement, seule la région Amérique latine et Caraïbes est en passe de réaliser la cible fixée (voir le graphique ci-contre).

Mortalité des enfants dans le monde, par cause



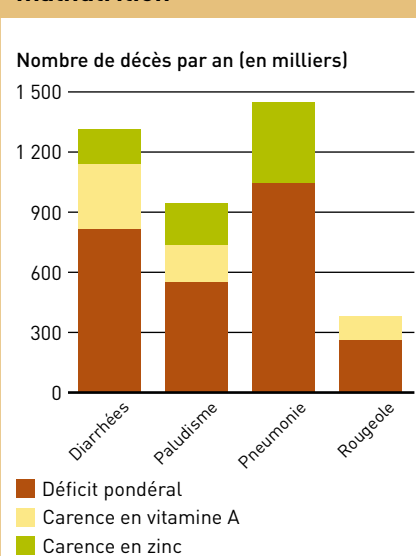
Source: Black, Morris et Bryce

Prévalence du déficit pondéral et des carences en micronutriments chez les enfants, par région



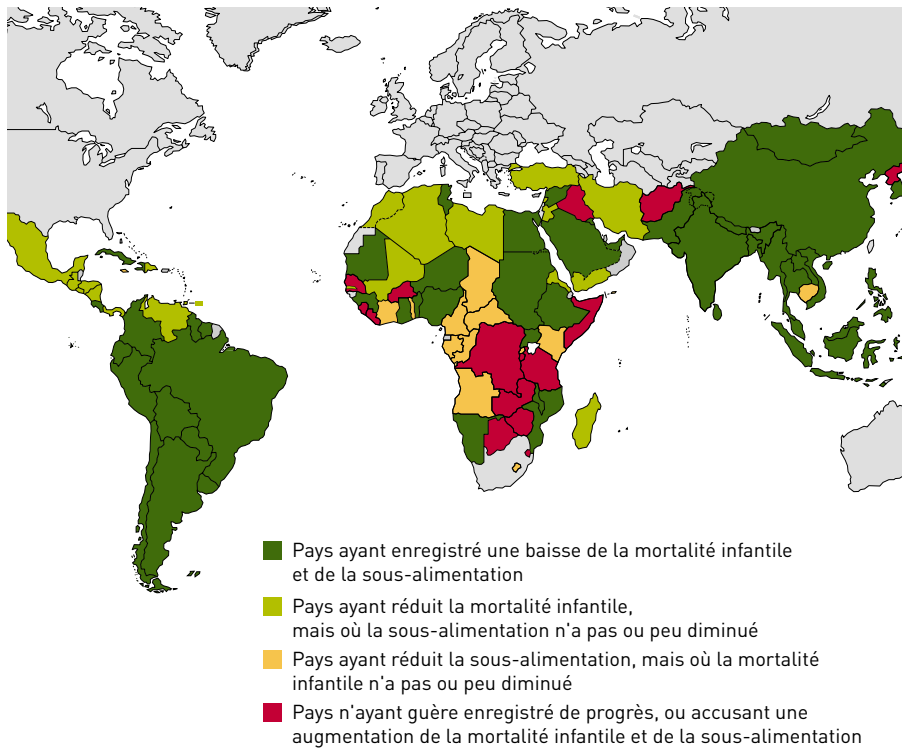
Source: Mason et al.

Mortalité infantile due à des maladies infectieuses attribuées à la faim et à la malnutrition



Source: OMS

Progrès accomplis dans la réduction de la mortalité infantile et de la faim depuis 1990



Source: FAO; UNICEF

Une étude des tendances à l'œuvre dans 59 pays en développement a permis de constater qu'une bonne partie des progrès enregistrés entre 1966 et 1996 dans la réduction de la mortalité infantile peut être attribuée à une amélioration de la nutrition. Une baisse marquée de la proportion d'enfants en déficit pondéral a entraîné une chute concomitante de la mortalité infantile, de l'ordre de 16 pour cent en Amérique latine et de près de 30 pour cent en Asie, ainsi qu'au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

Quant à l'avenir, l'étude confirme que l'amélioration croissante de la nutrition des enfants est un moyen sûr de réduire la mortalité infantile. Si l'on gagnait cinq autres points de pourcentage sur la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, on pourrait obtenir une diminution de la mortalité infantile d'environ 30 pour cent. L'analyse des tendances récentes confirme que la mortalité infantile a chuté le plus rapidement dans les pays qui ont enregistré les plus importantes percées dans la

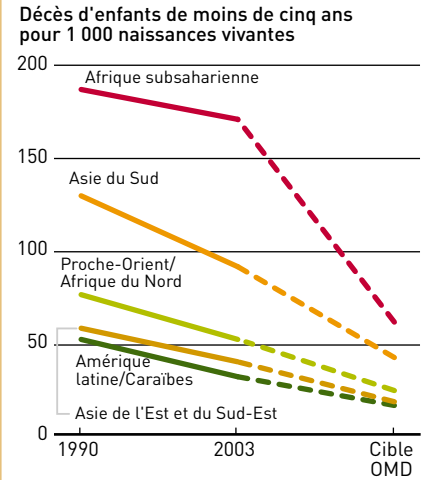
lutte contre la faim (voir la carte et le graphique).

L'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance considèrent que la corrélation fatale entre sous-alimentation et maladies infantiles curables constitue la clé de la lutte contre la mortalité infantile. Leur stratégie conjointe de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME) est axée sur l'amélioration des régimes et des habitudes alimentaires des ménages et l'attention portée aux risques de malnutrition et de sous-alimentation lorsque les enfants atteints des maladies communes de l'enfance sont présentés dans les dispensaires.

Les résultats obtenus en République-Unie de Tanzanie attestent les améliorations considérables du poids des enfants ainsi que des teneurs en vitamine A et en fer dans les districts où la PCIME a été appliquée.

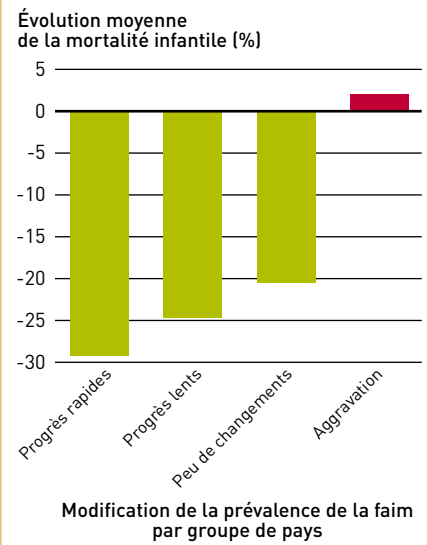
Bien que la mortalité infantile n'ait pas chuté aussi rapidement que prévu, elle a diminué six fois plus rapidement

Réduction de la mortalité infantile et cible OMD, par région, 1990-2003



Source: OMS

Évolution de la mortalité infantile dans les pays regroupés en fonction de la réduction de la faim



Source: FAO; UNICEF

dans ces districts que dans les districts de contrôle voisins.

Pour atteindre la cible des OMD, il faudra une accélération comparable des progrès dans le monde entier, ainsi que des efforts redoublés pour lutter contre la faim et la sous-alimentation qui sont les plus importantes causes de mortalité infantile.

Sur la voie des engagements du Sommet

Améliorer la santé maternelle et interrompre le cycle de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition

L'amélioration de la santé maternelle est la clé qui permettra chaque année de sauver la vie de plus d'un demi-million de femmes, tout en interrompant le cercle vicieux qui perpétue la pauvreté, la faim et la malnutrition d'une génération à l'autre.

Chaque année, près de 530 000 femmes meurent du fait des complications de la grossesse et de l'accouchement. Quarante-vingt-dix-neuf pour cent de ces décès surviennent dans des pays en développement où les taux de mortalité maternelle sont systématiquement de 100 à 200 fois supérieurs à ceux des pays industrialisés. La quasi-totalité de ces décès pourrait être évitée si les femmes des pays en développement avaient accès à une alimentation équilibrée, à l'eau potable, à un bon assainissement, à l'alphabétisation et à des services de santé pendant leur grossesse et leur accouchement.

Les OMD ont fixé une cible de réduction du taux de mortalité maternelle de l'ordre de 75 pour cent entre 1990

et 2015. Étant donné l'absence ou l'insuffisance de données fiables dans de nombreux pays, l'estimation des progrès réalisés dans ce domaine s'est révélée difficile. Les meilleures estimations disponibles laissent toutefois à penser que les taux de mortalité maternelle sont restés globalement stables entre 1995 et 2000, à environ 400 décès pour 100 000 naissances vivantes. Ce qui est sûr, c'est qu'ils restent dangereusement élevés dans la plupart des régions en développement (voir le graphique).

L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne comptent pour plus de 85 pour cent de l'ensemble des décès maternels dans le monde. Les taux de mortalité maternelle dans ces régions sont respectivement estimés à 570 et 920 pour 100 000 naissances vivantes, contre 20 pour 100 000 dans les régions développées. À moins que les progrès ne s'intensifient rapidement dans ces régions en développement, il y a peu de chances que la cible des OMD soit atteinte.

Malnutrition et mortalité maternelle

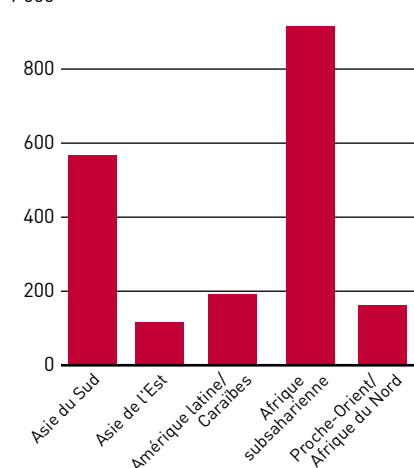
On a constaté que la faim et la malnutrition accroissent à la fois l'incidence et le taux de létalité des troubles à l'origine de 80 pour cent des décès maternels (voir le graphique).

Les femmes qui sont en déficit pondéral avant même d'être enceintes et prennent peu de poids durant la grossesse risquent davantage de subir des complications, voire de décéder. Or, cette description s'applique à plus de la moitié des femmes enceintes en Inde où le tribut annuel de 130 000 décès maternels dépasse de loin celui de tout autre pays.

Les retards de croissance durant l'enfance exposent les femmes à l'arrêt du travail lorsque la tête du bébé est trop grosse par rapport au canal pelviguénital. Chaque année, l'arrêt du travail est responsable de plus de 40 000 décès, particulièrement chez les femmes de petite taille.

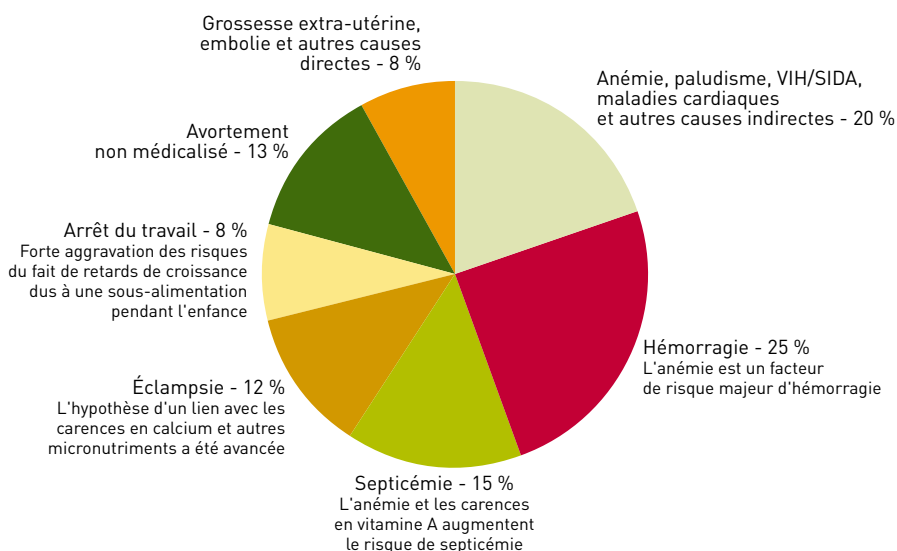
Ratio de la mortalité maternelle, par région, 2000

Décès maternels pour 100 000 naissances vivantes



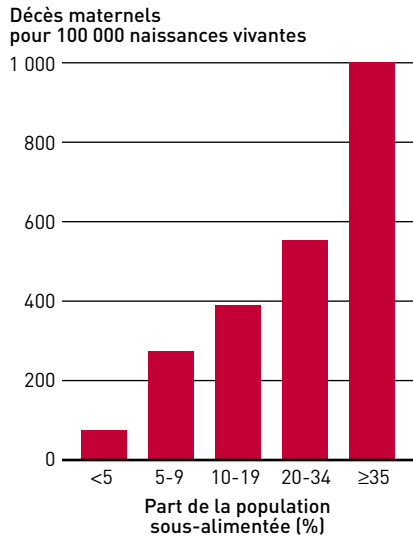
Source: OMS

Causes des décès maternels: estimations mondiales



Source: OMS

Ratio de la mortalité maternelle des pays regroupés en fonction de la prévalence de la faim



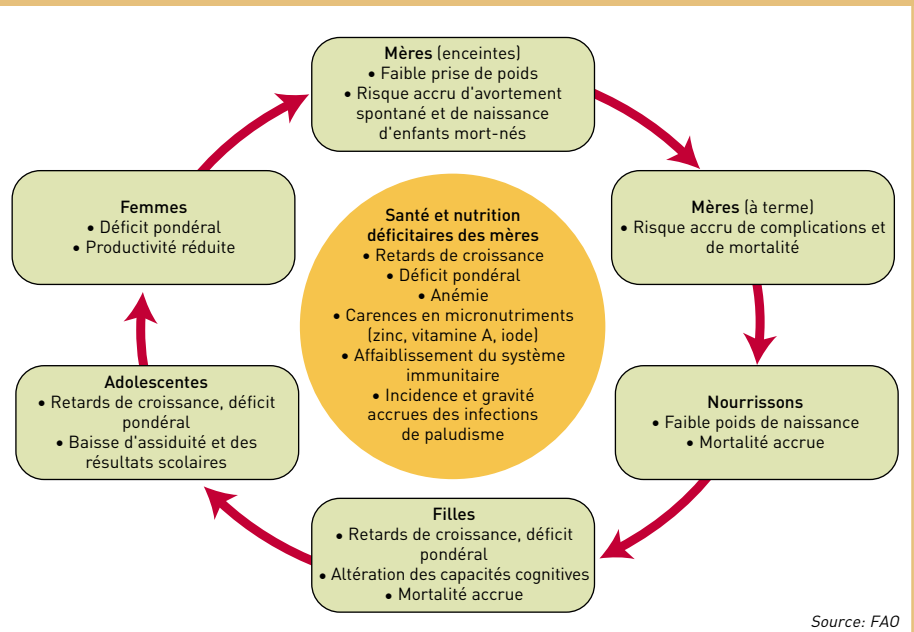
Source: FAO, OMS

L'anémie est l'une des principales causes indirectes à l'origine de 20 pour cent des décès maternels, et il a été prouvé qu'elle augmente le risque d'hémorragies et d'infections après l'accouchement (septicémies), qui sont responsables d'environ 40 pour cent des décès. Plus de la moitié des femmes enceintes dans les pays en développement souffrent d'anémie, cette proportion atteignant plus de 80 pour cent dans certaines régions d'Asie du Sud. Les carences ferriques sont considérées comme la principale cause d'anémie chez les femmes enceintes.

D'autres carences en micronutriments sont préjudiciables à la santé et à la survie des mères et des nouveau-nés. On a montré qu'une carence importante en vitamine A augmente les risques de septicémie. Les carences en iode peuvent déterminer des fausses couches et la mise au monde d'enfants mort-nés. Le manque de calcium alimentaire quant à lui semble accroître les risques d'hypertension et les autres symptômes d'éclampsie.

Comme il se doit, les pays où la faim est prévalente sont aussi ceux qui affichent des taux élevés de mortalité maternelle (voir le graphique). Certains pays au moins ont réussi à diminuer la mor-

Santé maternelle et cycle de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition



Source: FAO

talité maternelle après être parvenus à réduire la malnutrition.

La Thaïlande est un exemple frappant témoignant de ce que l'amélioration de la nutrition des ménages permet de faire chuter la mortalité maternelle. Dans le cadre du pacte national pour la sécurité nutritionnelle, des bénévoles s'emploient à identifier les femmes enceintes en milieu villageois, et veillent à ce qu'elles reçoivent des compléments alimentaires pour améliorer leur nutrition ainsi qu'un apport de fer et d'acide folique destiné à lutter contre l'anémie. Le programme vise également à promouvoir la création de jardins potagers et la consommation des fruits et légumes pour améliorer l'apport en micronutriments. La mortalité maternelle en Thaïlande a chuté de 230 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1992, à 17 en 1996.

Malnutrition maternelle et cycle de la faim et de la pauvreté

Les conséquences néfastes de la mauvaise nutrition et de la piètre santé des mères sont loin de se limiter au demi-million de décès enregistrés chaque

année. Les mères qui souffrent de malnutrition risquent bien plus de donner naissance à des bébés de poids insuffisant. Il en va de même des femmes dont la croissance a été retardée par la malnutrition durant l'enfance. Dans certains pays en développement, plus de 30 pour cent des enfants présentent un poids insuffisant à la naissance.

Ces nouveau-nés présentent un risque très élevé de mourir en bas âge. Ils sont en outre bien plus sujets aux retards de croissance durant l'enfance, ce qui augmentera considérablement leurs risques de mourir en couches ou de mettre au monde une nouvelle génération d'enfants de poids insuffisant.

C'est ainsi que le cycle de la souffrance se perpétue (voir le diagramme). La réalisation de la cible des OMD pour l'amélioration de la santé maternelle permettrait de résoudre le nœud du problème. L'amélioration de la nutrition des femmes et des filles tout au long de leur existence permettrait en outre d'intensifier les progrès et mettrait cet OMD à portée de main.

Sur la voie des engagements du Sommet

Lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose: le rôle de la dénutrition en tant que symptôme et cause

Le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose tuent plus de 6 millions de personnes chaque année, dont l'immense majorité vit dans les pays en développement et la plupart en Afrique subsaharienne. Ils sont des dizaines de millions à être infectés ou à tomber malades: 5 millions de nouveaux cas d'infection due au VIH, 8 millions de nouveaux cas de tuberculose évolutive, et plus de 300 millions de crises aiguës de paludisme. Des millions de foyers sombrent ainsi dans la faim et la pauvreté lorsque le soutien de famille tombe malade et meurt, ou en raison du coût des soins de santé apportés aux malades, du coût des obsèques et de la prise en charge des orphelins et des personnes à charge qui survivent.

Les OMD ont défini des cibles visant à enrayer et à inverser la propagation du VIH/SIDA, du paludisme et de la tuberculose. Leur réalisation permettrait de sauver des millions de vies, d'économiser des dizaines de milliards de dollars, et de ralentir notablement le cycle vicieux de la faim et de la pauvreté qui fait obstacle à la réalisation de nombreux autres OMD. À l'inverse, la réduction de la faim et de la malnutrition permettrait de freiner la propagation de ces maladies et de réduire sensiblement les pertes humaines qui en résultent.

Le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose sont toutes trois des maladies liées à la faim et à la pauvreté. L'immense majorité des cas se déclare dans les pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, les deux régions caractérisées par les taux les plus élevés de sous-alimentation et d'extrême dénuement (voir la carte et les graphiques). Dans ces pays et régions, les pauvres et les victimes de la faim sont les plus durement touchés.

Environ 40 millions de gens sont aujourd'hui porteurs du VIH, dont plus de 60 pour cent vivent en Afrique subsaharienne. Chaque année, l'infection

due au VIH fait 5 millions de nouvelles victimes et plus de 3 millions de personnes meurent du sida.

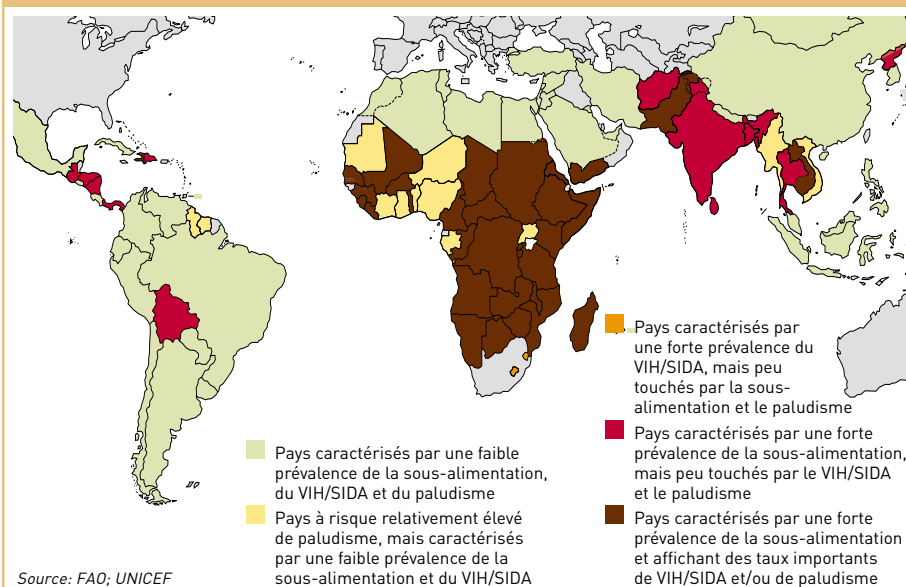
Le paludisme tue plus de 1 million d'individus chaque année. Plus de 90 pour cent de ces décès interviennent en Afrique, essentiellement chez les jeunes enfants. Sur les 8 millions de nouveaux cas de tuberculose évolutive enregistrés chaque année, plus de 5 millions concernent l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne.

La faim en tant que cause de morbidité

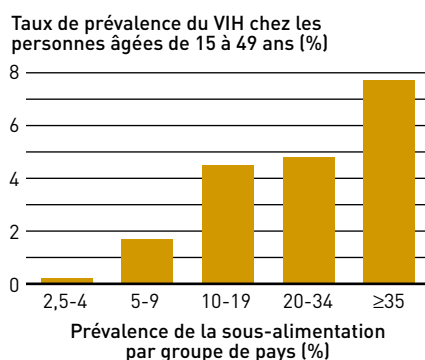
La faim et la malnutrition modifient le comportement des gens et affaiblissent leur corps et leur système immunitaire, ce qui augmente d'autant leur vulnérabilité au VIH/SIDA, au paludisme et la tuberculose.

Pour ce qui est du VIH/SIDA, la faim et la pauvreté poussent les hommes à

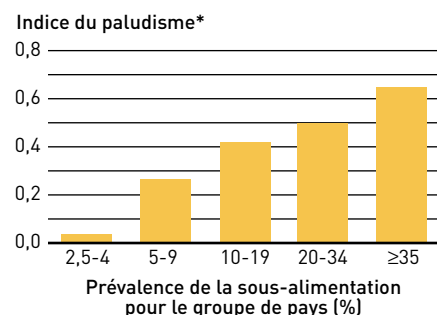
Le VIH/SIDA, le paludisme et la faim dans les pays en développement



Faim et prévalence du VIH par groupe de pays, 2001



Faim et risque de paludisme, 1994



* Fraction de la population à risque de paludisme multipliée par la fraction des cas de paludisme causés par la souche responsable de la plupart des décès et des cas graves

Source: Gallup et Sachs; FAO

devenir des travailleurs itinérants, accablent les femmes à la prostitution ou à des rapports sexuels dangereux et contraignent les enfants à quitter l'école. La population tout entière est confrontée à un risque élevé d'infection. Ainsi, de récentes études ont confirmé que les jeunes qui n'ont pas ou peu d'éducation sont deux fois plus susceptibles d'être infectés par le VIH que ceux qui ont achevé leur scolarité primaire (voir les pages 18 et 19). Chez les personnes déjà infectées, la sous-alimentation accroît la vulnérabilité aux infections opportunistes, accélérant de ce fait la progression de la maladie jusqu'au sida pleinement déclaré et à la mort.

La faim et la malnutrition augmentent également le risque de contracter le paludisme ou la tuberculose et d'en mourir. Les crises graves de paludisme sont plus fréquentes et souvent plus meurtrières chez les enfants et les femmes enceintes déjà anémiés et présentant des carences en micronutriments. On peut par exemple réduire notablement les crises de paludisme en améliorant leur alimentation ou en leur administrant des compléments de vitamine A et de zinc.

La tuberculose se propage rapidement parmi les pauvres qui vivent dans des conditions de forte promiscuité et dont le système immunitaire est déjà affaibli par la malnutrition. En Inde par exemple, des chercheurs ont constaté que les taux de tuberculose sont deux fois plus élevés chez les personnes dont le revenu mensuel est inférieur à 7 dollars EU que chez celles qui gagnent plus de 20 dollars par mois.

La maladie en tant que cause de la faim

Parce que ces maladies frappent les gens pendant la période la plus productive de leur existence, elles sont à l'origine de la faim et de la pauvreté qui frappent non seulement les personnes infectées, mais aussi leurs familles et leurs communautés. Cumulés à l'échelon national et régional, les coûts sont stupéfiants.

Selon les estimations, la croissance économique par habitant dans la moi-

tié des pays d'Afrique subsaharienne diminue chaque année de 0,5 à 1,2 pour cent à cause du sida. Les pertes économiques dues à la chute de la productivité sont aggravées par l'augmentation vertigineuse du coût des soins médicaux et de l'aide aux orphelins. Dans les pays les plus touchés, les dépenses de santé publique liées au VIH/SIDA sont souvent supérieures à 2 pour cent du PIB. On a estimé que la pandémie coûtait chaque année plus de 25 milliards de dollars EU et que son coût monte en flèche.

Le paludisme et la tuberculose prélèvent également un lourd tribut sur la productivité, la prospérité et la sécurité alimentaire. Selon les estimations, le paludisme coûte chaque année à l'Afrique quelque 12 milliards de dollars EU en perte de PIB, et représente entre 20 et 50 pour cent de l'ensemble des hospitalisations dans les pays où la maladie est endémique. Les tuberculeux qui survivent à leur maladie perdent généralement trois à quatre mois de travail et de 20 à 30 pour cent du revenu annuel du ménage.

Coûts relatifs de l'inertie et de l'intervention

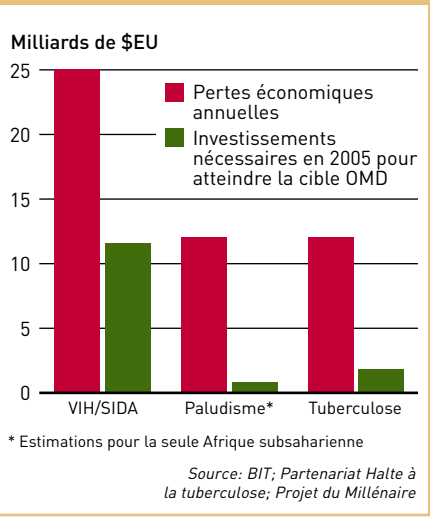
Mesurés à la souffrance humaine et aux pertes économiques imputables à ces maladies, les investissements requis pour renforcer la prévention et les trai-

tements nécessaires pour réaliser la cible des OMD sont modiques (voir le graphique).

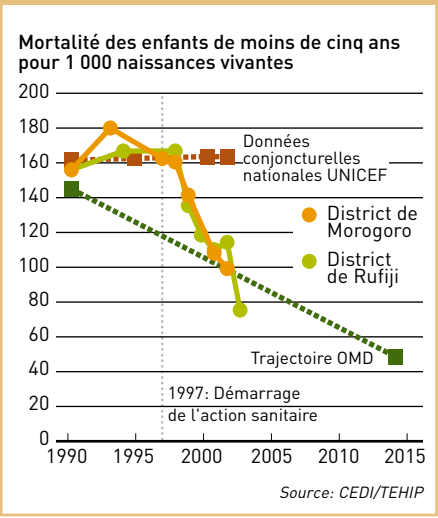
Moins de 1 milliard de dollars EU par an permettrait par exemple de fournir des moustiquaires imprégnées d'insecticide à 70 pour cent des enfants d'Afrique, de traiter préventivement les femmes enceintes et de fournir un traitement amélioré de première intention aux personnes souffrant des crises de paludisme. Les suppléments en vitamine A qui permettent de renforcer la résistance au paludisme et aux autres maladies peuvent être apportés pour seulement 0,10 dollar par enfant.

Étant donné la relation étroite entre la malnutrition et les maladies infectieuses, la mise en œuvre d'actions vigoureuses et coordonnées visant à lutter simultanément contre la faim et la maladie pourrait accélérer les progrès et en réduire les coûts dans les deux domaines. Une action menée dans deux districts de la République-Unie de Tanzanie qui vise à la fois à améliorer l'alimentation des enfants et à distribuer des moustiquaires en constitue un excellent exemple. Cinq ans après le démarrage du programme, la mortalité infantile dans les deux districts a radicalement dévié de la tendance préalable, et laisse envisager une réalisation effective de la cible des OMD (voir le graphique).

Estimations du coût annuel de la morbidité et mesures nécessaires



Mortalité des enfants de moins de cinq ans en République-Unie de Tanzanie



Sur la voie des engagements du Sommet

Améliorer la pérennité de l'environnement et la sécurité alimentaire en donnant les moyens voulus aux ruraux pauvres

Nul ne dépend plus étroitement des services et des ressources environnementales que les pauvres des zones rurales qui représentent, selon les estimations, 80 pour cent des 800 millions de victimes de la faim dans le monde. Ils utilisent quotidiennement la terre et l'eau pour leurs activités agricoles et pour la pêche, les forêts qui leur fournissent de la nourriture, des combustibles et du foin, ainsi qu'une large gamme de plantes et d'animaux sauvages ou domestiques, qui sont une source de diversité biologique. Leur existence est intimement mêlée au milieu ambiant de telle manière qu'ils sont à la fois les gardiens indispensables des ressources environnementales et les premières victimes des dégradations écologiques.

Une vaste proportion des victimes de la faim est concentrée dans des zones particulièrement vulnérables aux dégradations environnementales et aux changements climatiques, en particulier les forêts et les terrains de parcours semi-arides (voir la carte). Lorsque la pression démographique s'accroît et que la nourriture se fait rare, la faim les inci-

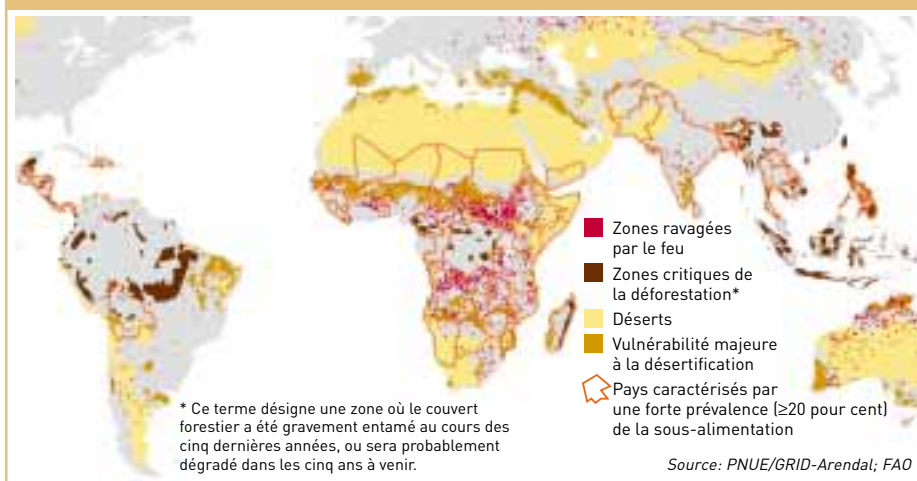
te à pratiquer le surpâturage ou à cultiver des parcours fragiles et des forêts marginales, mettant ainsi en péril les ressources dont dépend leur survie.

Les OMD ont fixé plusieurs cibles visant à garantir la pérennité de l'environnement. Au nombre des principaux indicateurs figurent des mesures du déboisement et de l'utilisation des combustibles solides ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Les progrès réalisés à tous ces égards auraient une incidence directe sur la lutte contre

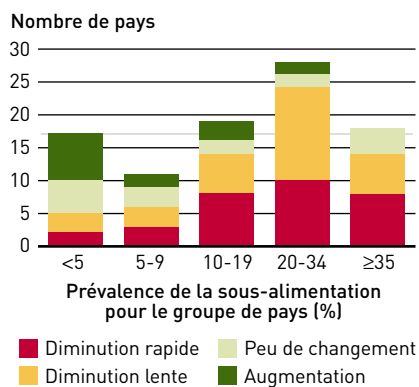
la faim et la malnutrition et protégeraient en outre le milieu naturel. Les avancées ont toutefois été lentes et inégales.

Durant les années 90, les forêts de la planète ont été abattues et brûlées au rythme de 9,4 millions d'hectares par an (une surface globalement égale à celle du Portugal). Proportionnellement, le déboisement a été le plus intense en Afrique et dans les Caraïbes ainsi que dans les pays où la faim est la plus prévalente. C'est également dans ces pays que les gens sont les plus tributaires des combustibles

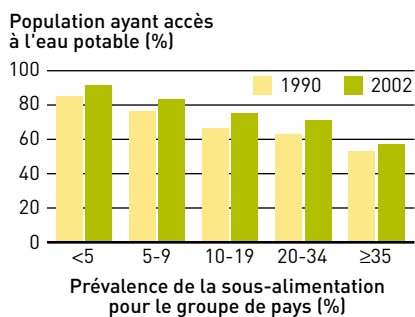
Déforestation, terres stériles et sous-alimentation



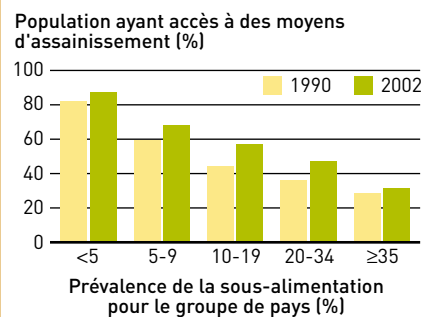
Évolution du couvert forestier, 1990-2000, par pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation



Accès à une eau de meilleure qualité et prévalence de la sous-alimentation



Accès à un meilleur assainissement et prévalence de la sous-alimentation



solides, que l'accès à l'eau et à l'assainissement est au plus bas, et que les progrès marqués à l'égard des OMD ont été les plus lents (voir les graphiques).

Dépendance et vulnérabilité

Les activités des petits agriculteurs, des pasteurs, des artisans-pêcheurs et des habitants des forêts ont largement contribué à façonner et à conserver l'environnement rural depuis des milliers d'années. Elles ont aussi joué un rôle dans les dégradations environnementales, notamment lorsque la faim et la pression démographique ont contraint ces populations à agrandir leurs champs et leurs troupeaux au-delà de la capacité de charge des terres. Les forêts illustrent bien la diversité de leurs interventions: utilisateurs respectueux, parfois destructeurs et parfois gardiens des ressources naturelles. On estime que les forêts constituent la principale source de nourriture et de revenus pour 350 millions de gens dans le monde. Selon les estimations, les plantes, les animaux et les aliments sauvages jouent un rôle important dans l'alimentation et la sécurité alimentaire de 1 milliard d'individus. Les forêts sont également source de fourrage et de pâturages pour bon nombre des 500 millions de petits éleveurs dont la subsistance dépend de quelques animaux. Dans les pays où la faim est prévalente en particulier, la plupart des pauvres vivant en zones rurales cuisent leurs aliments sur des feux alimentés par le bois collecté dans les forêts et d'autres combustibles

solides (voir le graphique). Selon une étude portant sur six États indiens, les pauvres tirent des forêts et des autres terres communautaires environ 20 pour cent de leurs revenus, 75 pour cent de leurs combustibles et 80 pour cent des pâturages pour leurs animaux (voir le graphique).

Étant donné leur forte dépendance à l'égard des ressources forestières, les pauvres des zones rurales ont souvent adopté des méthodes contribuant à leur exploitation durable. Ainsi, il est fréquent que les petits agriculteurs vivant dans des régions boisées cultivent la terre et élèvent des animaux entre les arbres qui contribuent à retenir l'eau et à prévenir l'érosion et fournissent du bois de feu, des aliments et du fourrage. Dans les zones rurales de l'Inde où plus de la moitié de l'énergie consommée à des fins ménagères est produite par combustion de bois de feu, une étude a montré que presque 90 pour cent de ce bois était ramassé à terre ou provenait de la coupe de branches plutôt que de l'abattage des arbres.

Du fait de leur dépendance à l'égard des ressources forestières, les pauvres des zones rurales sont particulièrement vulnérables face à la destruction et la dégradation des forêts. Lorsque celles-ci sont défrichées, vouées à la propriété privée et converties à d'autres usages, les pauvres qui y habitent perdent une bonne part de leurs revenus et de leurs possibilités d'alimentation et sont parfois contraints de couvrir des distances encore plus grandes pour trouver de l'eau et du bois, ce qui fragilise d'autant leur sécurité alimentaire.

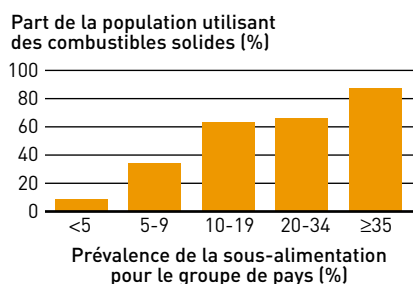
Sécurité alimentaire et pérennité de l'environnement

Les efforts engagés pour promouvoir la sécurité alimentaire et la pérennité de l'environnement se renforcent souvent réciproquement. Trop souvent hélas, des politiques mal conçues ont donné la préférence aux cultures et aux élevages industriels à grande échelle au détriment des systèmes d'exploitation mixte privilégiés par les pauvres. En destinant d'importantes superficies à une utilisation unique, la production industrielle contribue souvent au déboisement, à la dégradation des terres, à la contamination des eaux souterraines et des eaux de surface et à la disparition de la diversité biologique. L'adaptation des mesures fiscales et les politiques de subvention qui répercutent les «coûts externes» liés à l'environnement sur les producteurs industriels peuvent améliorer à la fois la viabilité économique et la viabilité environnementale de la petite production des ruraux pauvres.

Une autre formule encourageante consiste à reconnaître et à rétribuer les services environnementaux fournis par les petits agriculteurs et les petits éleveurs. Plusieurs systèmes ont été mis en place pour dédommager les agriculteurs à raison des arbres plantés sur leurs terrains et leurs pâturages ou alentours, afin d'améliorer le piégeage du carbone, la conservation de la biodiversité et la gestion des bassins versants. Dans bien des cas, les méthodes les plus respectueuses du milieu naturel s'avèrent également les plus productives. Les premiers résultats d'un projet mené en Amérique latine montrent que les éleveurs peuvent augmenter le nombre d'animaux à l'hectare, tout en étant rémunérés pour avoir planté des arbres et des plantes qui contribuent à neutraliser l'excès de carbone responsable du réchauffement atmosphérique et à développer la diversité biologique.

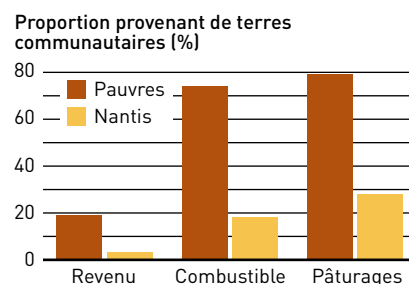
L'application généralisée de telles approches, dont les retombées doivent impérativement servir les pauvres, permettrait d'améliorer simultanément la sécurité alimentaire et la pérennité de l'environnement.

Utilisation de combustibles solides dans les pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation



Source: OMS; FAO

Dépendance des pauvres et des nantis à l'égard des ressources foncières communautaires en Inde



Source: Jodha, cité dans Parikh

Sur la voie des engagements du Sommet

Augmentation de l'aide et échanges plus équitables: mesures essentielles pour créer un partenariat mondial au service du développement

Les sept premiers OMD énoncent des objectifs qui doivent être atteints principalement grâce aux efforts déployés par les gouvernements et les populations des pays en développement eux-mêmes. Le huitième OMD souligne la responsabilité des pays industrialisés plus riches, qui doivent épauler ces efforts. Il appelle à une augmentation de l'aide, à des échanges plus équitables, à l'atténuation du fardeau écrasant de la dette et à un meilleur accès aux technologies, aux médicaments et aux emplois.

Lors de la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) deux ans après le Sommet du Millénaire, les gouvernements s'étaient mis d'accord sur un cadre de partenariat mondial entre pays développés et pays en développement afin de réaliser les OMD. À ce titre, les pays se sont engagés à «appliquer des politiques rationnelles, à instaurer une bonne gouvernance à tous les niveaux et assurer la primauté du droit ... [et à] ... mobiliser les ressources nationales, attirer les flux internationaux, promouvoir le commerce international en tant que moteur du développement, intensifier la coopération financière et technique internationale pour le développement, le financement viable de la dette et l'allègement de

la dette extérieure, et renforcer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux».

Afin d'accroître le financement du développement, la Conférence a reconnu particulièrement l'importance critique de l'aide extérieure pour nombre des pays les plus pauvres et le rôle des échanges en tant que «source extérieure de financement du développement la plus importante» dans nombre de cas.

Inverser la tendance à la baisse de l'aide

Le Consensus de Monterrey reconnaît que l'aide publique au développement (APD) est «un instrument indispensable pour appuyer l'éducation, la santé, le développement des infrastructures publiques, l'agriculture et le développement rural et pour améliorer la sécurité alimentaire» pour de nombreux pays d'Afrique, les pays les moins avancés (PMA), les petits pays insulaires en développement et les pays en développement sans littoral. Dans le cadre de leur engagement à fournir des ressources complémentaires, les pays donateurs se sont engagés à porter leur APD à 0,7 pour cent de leur revenu national brut, objectif fixé de longue date. Même si cet objec-

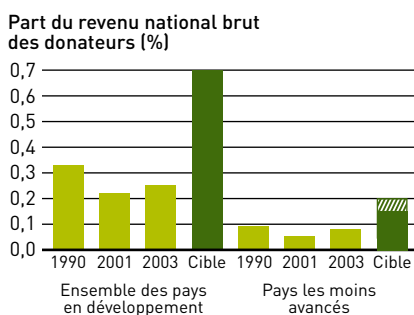
tif avait été proposé par l'Assemblée générale des Nations Unies il y a plus de 30 ans, l'aide des pays industrialisés était tombée à son niveau le plus bas en 2001, soit 0,22 pour cent du revenu national brut (voir le graphique).

Depuis la Conférence, cette tendance à la baisse a été finalement inversée. En juin 2005, les membres du G8 ont accepté, à titre préliminaire, des remises de dette en faveur de 18 pays parmi les plus pauvres du monde, pour un montant de 40 milliards de dollars EU. Plusieurs donateurs se sont engagés spécifiquement à porter leur aide au développement au niveau de 0,7 pour cent du revenu national brut. En mai 2005, l'Union européenne a présenté un plan détaillé en vue de la réalisation de cet objectif, annonçant des cibles spécifiques pour les pays membres. Toutefois, plusieurs pays, parmi les plus riches du monde, n'ont pas encore pris de tels engagements; quant aux engagements déjà pris, ils doivent encore se traduire en action concrète en faveur des pauvres.

Outre l'accroissement du volume de l'aide, il est également essentiel de veiller à ce que l'aide arrive aux pays qui en ont le plus besoin et dans les secteurs où elle aura le plus d'impact. Ce n'est certainement pas le cas aujourd'hui.

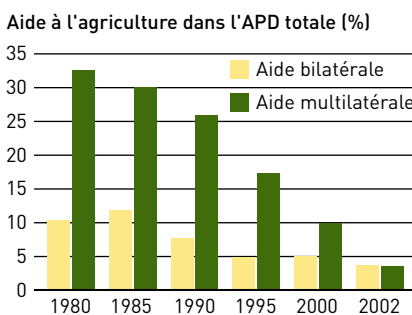
L'aide extérieure a un rôle critique à jouer pour les pays très pauvres n'ayant qu'une capacité limitée à mobiliser l'épargne intérieure, d'origine privée ou publique, à des fins d'investissement. Elle joue un rôle particulièrement critique pour l'agriculture, qui est en grande partie ignorée par les investisseurs étrangers du secteur privé. À l'époque de la Conférence de Monterrey, moins d'un quart de l'APD était destiné aux 49 PMA où vit plus d'un tiers des populations souffrant de la faim dans le monde. En outre, le volume et la part relative de l'aide allouée à l'agriculture avaient baissé de plus de la moitié par rapport aux niveaux des années 80 (voir le graphique).

Aide aux pays en développement et aux pays les moins avancés, 1990-2003 et cibles



Source: Division de la statistique de l'ONU

Part de l'aide allouée à l'agriculture dans l'aide publique au développement totale



Source: OCDE

Il apparaît également que l'aide extérieure à l'agriculture n'est pas allouée en fonction des besoins. Les données concernant l'aide extérieure à l'agriculture pour 1998-2000 indiquent que des pays où moins de 5 pour cent de la population souffraient de sous-alimentation recevaient trois fois plus d'aide par travailleur agricole que des pays où plus de 35 pour cent de la population souffrait de la faim. En Afrique subsaharienne, où les deux tiers de la population dépendent de l'agriculture, l'aide bilatérale à l'agriculture a chuté de 60 pour cent en 10 ans, passant de 1,3 milliard de dollars EU en 1990 à 524 millions de dollars EU en 2001.

La baisse des investissements intérieurs et de l'aide extérieure à l'agriculture a creusé le fossé existant entre les pays où la prévalence de la sous-alimentation est élevée et ceux qui ont réussi à réduire la faim. Dans le groupe des pays où plus d'un tiers de la population est sous-alimentée, la valeur des biens de production par travailleur agricole employé dans l'agriculture primaire a baissé de près d'un quart au cours des 25 dernières années (voir le graphique).

Depuis la Conférence de Monterrey, la part de l'aide aux pays les moins avancés, exprimée en termes de pourcentage du revenu national brut des donateurs a augmenté de 0,08 pour cent, ce qui représente certes une amélioration, mais reste bien en deçà de l'objectif fixé, de 0,15 à 0,20 pour cent. Le niveau de l'aide extérieure à l'agriculture est resté en grande partie inchangé.

Échanges plus équitables

L'accroissement de l'aide aux pays en développement contribuerait certainement à stimuler les progrès en vue de la réalisation des OMD. La réduction des subventions agricoles et des tarifs douaniers appliquée par les pays développés et l'amélioration de la capacité des PMA à participer aux échanges grâce à des investissements dans la productivité agricole, l'infrastructure commerciale et les secteurs tournés vers l'exportation pourraient aider encore davantage.

Chaque année, les pays plus riches versent aux producteurs agricoles des subventions d'un montant de 250 milliards de dollars EU. La majeure partie de cette aide généreuse est destinée aux grandes exploitations des États-Unis d'Amérique et d'Europe, provoquant de gros excédents qui sont souvent écoulés sur les marchés mondiaux à moins de la moitié des coûts de production. Les pays en développement pauvres et leurs consommateurs tirent avantage des bas prix, mais leurs agriculteurs n'arrivent pas à soutenir la concurrence. Les pays exportateurs sont également pénalisés par les tarifs douaniers appliqués aux produits agricoles par les pays riches qui sont souvent de quatre à cinq fois supérieurs aux tarifs frappant les biens manufacturés.

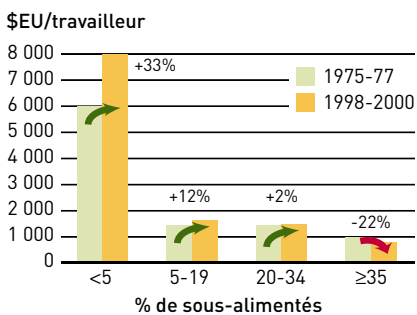
L'élimination des barrières douanières et l'amélioration des infrastructures afin d'accroître les échanges entre pays en développement pourraient également avoir une incidence importante sur l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire.

Par exemple, en Afrique, la demande locale d'aliments devrait augmenter à un taux supérieur à celui des marchés d'exportation au cours des 20 prochaines années. Comme le signale la Commission pour l'Afrique, la production de denrées agricoles de base destinées aux zones d'Afrique qui souffrent régulièrement de pénuries alimentaires pourrait apporter la croissance dans les greniers potentiels du continent, tout en réduisant la nécessité d'importer des aliments pour plus de 20 milliards de dollars EU par an.

Jusqu'à présent, l'OMD 8, qui appelait à mettre en place un système commercial et financier ouvert et non discriminatoire n'a pas abouti à une réduction significative des subventions agricoles ou des tarifs douaniers. En fait, l'appui des pays industrialisés aux agriculteurs est passé de 226 milliards de dollars EU en 2002 à 280 milliards en 2004 (voir le graphique). Un certain nombre d'initiatives sont en cours pour renforcer la capacité commerciale des pays les plus pauvres, mais l'appui provenant des institutions financières internationales et des institutions de développement est resté nettement en deçà du niveau nécessaire. Il est essentiel d'inverser ces tendances et d'intensifier l'aide afin d'honorer les engagements de Monterrey et de créer un partenariat efficace pour le développement.

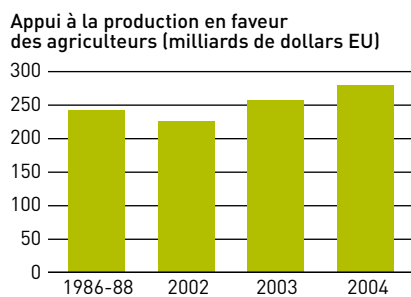
La fourniture d'une aide à hauteur du niveau prévu dans l'OMD 8 viendrait fortement épauler les efforts nationaux déployés afin de réaliser le reste des OMD. Grâce à la suppression de la dette des pays pauvres, ceux-ci ne seraient plus obligés de dépenser, pour le service de la dette, un montant supérieur à l'aide totale qu'ils reçoivent, comme c'était le cas en 2003. Il faut toutefois tenir compte de la capacité des pays à absorber un grand volume supplémentaire d'aide. Le cas échéant, il conviendra de renforcer cette capacité. Tous les flux de ressources complémentaires pourraient alors être utilisés pour intensifier les investissements dans le développement rural, l'éducation et les services sanitaires afin d'atteindre les OMD.

Biens d'équipement dans l'agriculture, selon la prévalence de la sous-alimentation



Source: FAO

Subventions agricoles dans les pays de l'OCDE*, 1986-2004



* Organisation de coopération et de développement économiques

Source: OCDE

Sur la voie des engagements du Sommet

La voie à suivre: intensifier l'approche sur deux fronts pour la réalisation des objectifs du SMA et des OMD

Lors de la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey (Mexique) en 2002, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont présenté une «approche sur deux fronts» pratique et à un coût modique pour combattre la faim. Premier front: renforcer la productivité et les revenus des affamés et des pauvres, en ciblant particulièrement les zones rurales où vivent la plupart d'entre eux, ainsi que le secteur agricole, dont dépendent leurs moyens d'existence. Deuxième front: assurer un accès direct aux aliments et créer des dispositifs de protection sociale pour les personnes souffrant de la faim.

Depuis, nous avons perçu des signes encourageants: engagement renouvelé pour la lutte contre la faim et consensus émergent, reconnaissant que l'approche sur deux fronts constitue l'élément central d'une stratégie efficace de lutte contre la faim. Les principaux éléments de cette approche ont, par exemple, été incorporés dans les recommandations de l'Équipe spéciale sur la faim du Projet du Millénaire de l'ONU.

Lors de la réunion du Conseil économique et social des Nations Unies convoquée pour préparer le Sommet mondial de septembre 2005, la FAO, le FIDA et le PAM, s'appuyant sur l'approche sur deux fronts, ont donné un aperçu d'une stratégie plus vaste destinée à réaliser les objectifs de réduction de la faim et de la pauvreté mentionnés dans le premier objectif du Millénaire. Si cette stratégie arrive à intensifier la lutte contre la faim, elle permettra des progrès plus rapides en vue de la réalisation des autres OMD.

Approche sur deux fronts pour les OMD

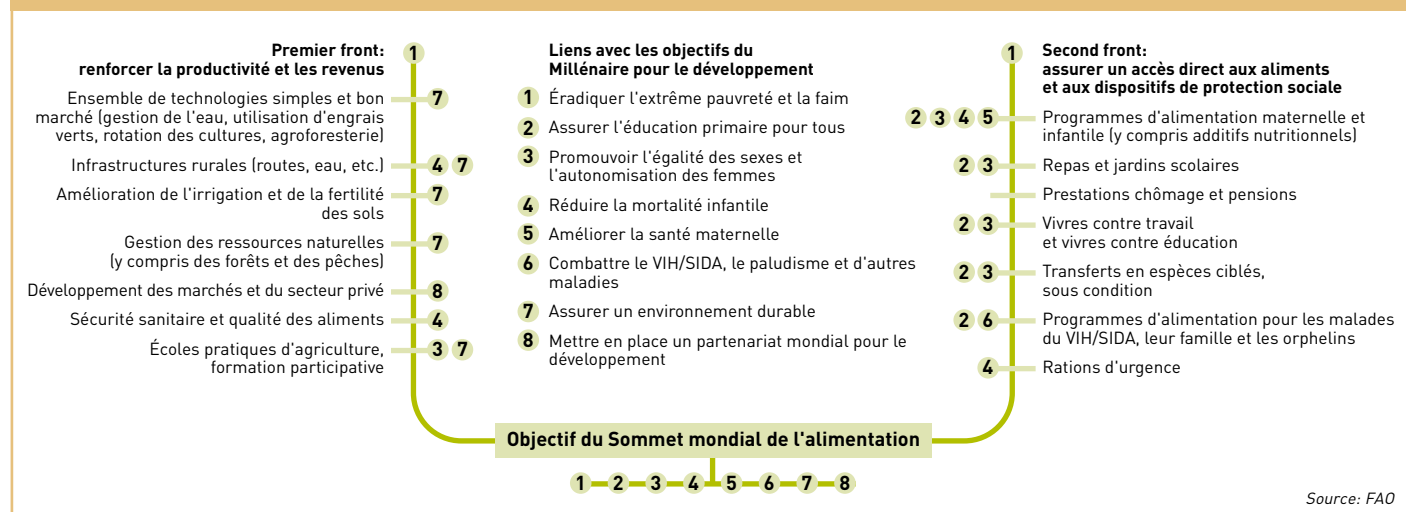
Bien que l'approche sur deux fronts ait été initialement proposée pour lutter contre la faim, nombre de ses composantes visent explicitement des domaines où les efforts en vue de réduire la faim rencontrent les efforts destinés à réaliser les autres OMD (voir le diagramme).

Une meilleure gestion de l'eau, l'utilisation d'engrais verts, la promotion de l'agroforesterie et l'emploi d'autres technologies simples et bon marché amélioreront la productivité et les revenus

des petits agriculteurs mais renforceront également leur rôle de protection des terres, des eaux, des forêts et de la biodiversité. De même, les investissements dans les routes, de meilleurs systèmes d'approvisionnement en eau et d'autres infrastructures rurales peuvent réduire les effets mortels de maladies d'origine hydrique, améliorer l'accès aux soins de santé et prévenir des milliers de décès inutiles d'enfants et de mères; ces investissements font reculer la faim en ouvrant des voies vers les marchés où les agriculteurs peuvent écouler leurs excédents et acheter à des prix raisonnables des engrais et d'autres intrants.

Les mesures destinées à fournir aux familles les plus déshéritées un accès direct aux aliments peuvent également contribuer simultanément à la réalisation d'autres OMD. Ainsi, les programmes d'alimentation destinés aux mères et aux nourrissons s'attaquent au cercle vicieux qui perpétue la faim et la malnutrition d'une génération à l'autre, sapant la santé maternelle, freinant la croissance physique et cognitive des enfants, limitant la fréquentation et les résultats scolaires et empêchant les progrès sur la voie de

Approche sur deux fronts pour atteindre l'objectif du SMA et accélérer les progrès dans la réalisation des cibles des OMD



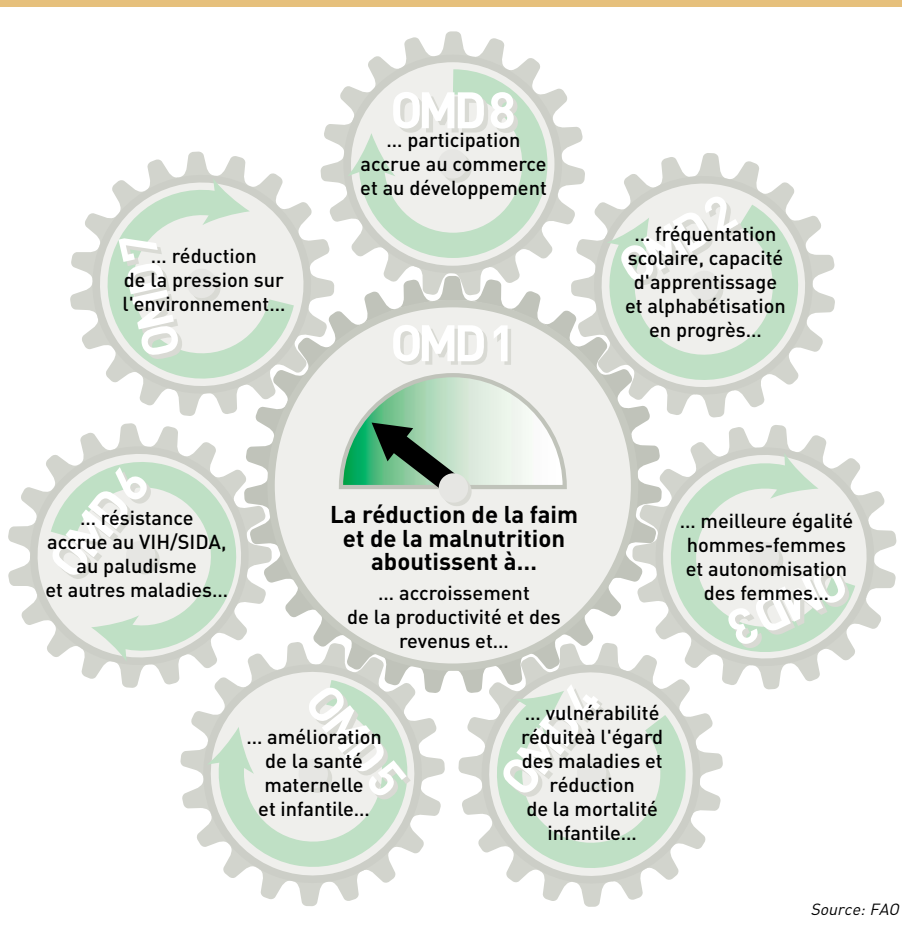
L'égalité hommes-femmes et de l'auto-nomisation des femmes.

Étendre la synergie de l'approche sur deux fronts

La stratégie plus vaste destinée à réaliser l'OMD 1, présentée lors de l'ECO-SOC, contribuera, comme l'approche sur deux fronts, à accélérer les progrès accomplis en vue de la réalisation d'autres OMD. Les principaux éléments de cette stratégie sont les suivants:

- fixer des objectifs concrets et définir d'un commun accord, dans chaque pays, des mesures coordonnées qui exploitent les synergies entre les différents objectifs afin de mobiliser des ressources et de les allouer de manière stratégique;
- recourir à des approches participatives, du bas vers le haut, qui renforcent les institutions et les compétences locales, consolident les droits juridiques et l'accès aux ressources et donnent les moyens voulus aux femmes, aux populations autochtones et à d'autres groupes vulnérables;
- accorder la priorité aux «zones critiques» où une proportion élevée de la population souffre de la faim et de la misère, qui souvent sont aussi des zones critiques pour l'analphabétisme, les maladies, la marginalisation sociale et la mortalité infantile et maternelle;
- utiliser l'aide alimentaire pour développer ou renforcer les connaissances ou créer des avoirs matériels comme des installations de stockage d'aliments, des systèmes d'adduction d'eau ou des structures de contrôle de l'érosion, pour aider les communautés à atténuer les crises et à jeter les bases d'un développement à plus long terme;
- concentrer les politiques et les investissements sur les zones rurales et l'agriculture de manière à encourager une utilisation durable des ressources naturelles, à améliorer les infrastructures rurales, à faciliter les fonctions du marché et à renforcer les institutions rurales;
- soutenir une croissance rurale dynamique en améliorant la productivité des petits exploitants agricoles, en soulignant les possibilités de diver-

Passer à la vitesse supérieure: l'élimination de la faim est déterminante pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement



sification vers des activités rurales non agricoles et en renforçant les entreprises petites et moyennes dans lesquelles les femmes rurales peuvent jouer un rôle déterminant;

- renforcer les moyens d'existence des pauvres en milieu urbain par une approche sur deux fronts combinant des programmes de création d'emploi et d'actifs en faveur des pauvres avec des mesures destinées à aider les pauvres à satisfaire leurs besoins fondamentaux en matière d'alimentation, de logement, d'approvisionnement en eau salubre, de santé et d'éducation;
- accélérer les progrès accomplis en vue d'instaurer un système commercial international ouvert et juste, en s'attachant tout particulièrement à améliorer l'accès au marché et à réduire les subventions à l'exportation, ainsi que le soutien intérieur à l'agriculture, qui a des effets de distorsion.

Il s'agit, dans tous les cas, d'approches pratiques et d'un coût abordable, ayant fait leurs preuves. Elles peuvent toutes être adaptées et appliquées afin de répondre aux besoins locaux, contrôlées pour en garantir l'efficacité et intensifiées si les résultats obtenus sont probants et si des ressources suffisantes sont mobilisées.

Nous pouvons encore atteindre les objectifs de réduction de la faim du SMA et les OMD, à condition que les pays en développement intensifient leurs efforts afin de redynamiser le développement agricole et rural et faire en sorte que les personnes qui ont faim aient accès à la nourriture et que les pays donateurs augmentent fortement, comme ils l'ont annoncé, leur aide au développement. Ce faisant, nous donnerons également une impulsion positive en vue de la réalisation de tous les autres OMD (voir le diagramme).

Tableaux

Tableau 1. Prévalence de la sous-alimentation et distance par rapport à l' OMD¹ et aux objectifs du SMA² dans les pays en développement

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées		Proportion des personnes sous-alimentées dans la population totale		Ratio actuel et données de référence de personnes sous-alimentées ³	Ratio actuel et données de référence du nombre de personnes sous-alimentées ³
	1990-92 (millions)	2000-02 (millions)	1990-92 (millions)	2000-02 (millions)	1990-92 (%)	2000-02 (%)	Ratio par rapport à la cible de l'OMD ¹ = 0,5	Ratio par rapport à la cible du SMA ² = 0,5
MONDE EN DÉVELOPPEMENT	4058,7	4796,7	823,8	814,6	20	17	0,8	1,0
ASIE ET PACIFIQUE*	2815,2	3256,1	569,2	519,0	20	16	0,8	0,9
Asie de l'Est	1241,5	1364,5	198,8	151,7	16	11	0,7	0,8
Chine	1175,7	1292,5	193,5	142,1	16	11	0,7	0,7
Rép. populaire dém. de Corée	20,3	22,4	3,7	8,1	18	36	2,0	2,2
Mongolie	2,3	2,5	0,8	0,7	34	28	0,8	0,9
République de Corée	43,3	47,1	0,8	0,7	-	-	0,9	0,9
Asie du Sud-Est	444,2	522,8	78,4	65,5	18	13	0,7	0,8
Cambodge	10,1	13,5	4,3	4,4	43	33	0,8	1,0
Indonésie	185,2	214,3	16,4	12,6	9	6	0,7	0,8
Rép. dém. populaire lao	4,2	5,4	1,2	1,2	29	22	0,8	1,0
Malaisie	18,3	23,5	0,5	0,6	3	-	0,9	1,1
Myanmar	41,2	48,2	4,0	2,8	10	6	0,6	0,7
Philippines	62,5	77,1	16,2	17,2	26	22	0,9	1,1
Thaïlande	55,1	61,6	15,2	12,2	28	20	0,7	0,8
Viet Nam	67,5	79,2	20,6	14,7	31	19	0,6	0,7
Asie du Sud	1125,3	1363,3	291,3	301,1	26	22	0,9	1,0
Bangladesh	112,1	140,9	39,2	42,5	35	30	0,9	1,1
Inde	863,3	1033,3	215,8	221,1	25	21	0,9	1,0
Népal	19,1	24,1	3,9	4,0	20	17	0,8	1,0
Pakistan	113,7	146,3	27,7	29,3	24	20	0,8	1,1
Sri Lanka	17,0	18,8	4,8	4,1	28	22	0,8	0,9
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	443,4	521,2	59,5	52,9	13	10	0,8	0,9
Amérique du Nord	84,8	100,5	4,6	5,2	5	5	1,0	1,1
Mexique	84,8	100,5	4,6	5,2	5	5	1,0	1,1
Amérique centrale	28,8	36,9	5,0	7,4	17	20	1,2	1,5
Costa Rica	3,2	4,0	0,2	0,2	6	4	0,7	0,9
El Salvador	5,2	6,3	0,6	0,7	12	11	0,9	1,1
Guatemala	9,0	11,7	1,4	2,8	16	24	1,5	2,0
Honduras	5,0	6,6	1,1	1,5	23	22	1,0	1,3
Nicaragua	3,9	5,2	1,2	1,4	30	27	0,9	1,2
Panama	2,5	3,0	0,5	0,8	21	26	1,3	1,5
Caraïbes	28,5	31,7	7,8	6,7	27	21	0,8	0,9
Cuba	10,7	11,2	0,8	0,4	8	3	0,4	0,4
République dominicaine	7,2	8,5	1,9	2,1	27	25	0,9	1,1
Haïti	7,0	8,1	4,6	3,8	65	47	0,7	0,8
Jamaïque	2,4	2,6	0,3	0,3	14	10	0,7	0,8
Trinité-et-Tobago	1,2	1,3	0,2	0,2	13	12	0,9	1,0
Amérique du Sud	301,3	352,2	42,0	33,6	14	10	0,7	0,8
Argentine	33,0	37,5	0,7	0,6	-	-	0,8	0,9
Bolivie	6,8	8,5	1,9	1,8	28	21	0,8	0,9
Rép. bolivarienne du Venezuela	20,0	24,8	2,3	4,3	11	17	1,5	1,9
Brésil	151,2	174,0	18,5	15,6	12	9	0,7	0,8
Chili	13,3	15,4	1,1	0,6	8	4	0,5	0,6
Colombie	35,7	42,8	6,1	5,7	17	13	0,8	0,9
Equateur	10,5	12,6	0,9	0,6	8	4	0,5	0,7
Guyana	0,7	0,8	0,2	0,1	21	9	0,5	0,5
Paraguay	4,3	5,6	0,8	0,8	18	14	0,8	1,0
Pérou	22,2	26,4	9,3	3,4	42	13	0,3	0,4
Suriname	0,4	0,4	0,1	0,0	13	11	0,8	0,8
Uruguay	3,1	3,4	0,2	0,1	6	4	0,6	0,6

(suite)

Tableau 1. Prévalence de la sous-alimentation et distance par rapport à l' OMD¹ et aux objectifs du SMA² dans les pays en développement

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées		Proportion des personnes sous-alimentées dans la population totale		Ratio actuel et données de référence de personnes sous-alimentées ³	Ratio actuel et données de référence du nombre de personnes sous-alimentées ³
	1990-92	2000-02	1990-92	2000-02	1990-92	2000-02	Ratio par rapport à la cible de l'OMD ¹ = 0,5	Ratio par rapport à la cible du SMA ² = 0,5
	(millions)	(millions)	(millions)	(millions)	(%)	(%)		
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD*	322,8	399,4	24,8	39,2	8	10	1,3	1,6
Proche-Orient*	202,5	255,0	19,4	33,1	10	13	1,4	1,7
Iran, Rép. islamique d'	58,0	67,3	2,1	2,7	4	4	1,1	1,3
Jordanie	3,4	5,2	0,1	0,4	4	7	1,9	2,9
Koweït	2,1	2,3	0,5	0,1	23	5	0,2	0,3
Liban	2,8	3,5	0,1	0,1	-	3	1,2	1,5
Arabie saoudite	17,1	22,8	0,7	0,8	4	3	0,8	1,1
Rép. arabe syrienne	13,1	17,0	0,7	0,6	5	4	0,7	1,0
Turquie	58,7	69,3	1,0	1,8	-	3	1,6	1,9
Émirats arabes unis	2,1	2,9	0,1	0,1	4	-	0,5	0,6
Yémen	12,5	18,7	4,2	6,7	34	36	1,1	1,6
Afrique du Nord	120,4	144,4	5,4	6,1	4	4	1,0	1,1
Algérie	25,6	30,8	1,3	1,7	5	5	1,0	1,2
Égypte	57,0	69,1	2,5	2,4	4	3	0,8	1,0
Jamahiriya arabe libyenne	4,4	5,3	0,0	0,0	-	-	1,2	1,4
Maroc	25,0	29,6	1,5	2,0	6	7	1,1	1,3
Tunisie	8,4	9,6	0,1	0,1	-	-	0,9	1,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE*	477,3	620,0	170,4	203,5	36	33	0,9	1,2
Afrique centrale	63,4	82,0	22,7	45,2	36	55	1,5	2,0
Cameroun	12,0	15,4	4,0	3,9	33	25	0,8	1,0
République centrafricaine	3,0	3,8	1,5	1,6	50	43	0,9	1,1
Tchad	6,0	8,1	3,5	2,7	58	34	0,6	0,8
Congo	2,6	3,5	1,4	1,3	54	37	0,7	1,0
Rép. dém. du Congo	38,8	49,9	12,2	35,5	32	71	2,3	2,9
Gabon	1,0	1,3	0,1	0,1	10	6	0,7	0,8
Afrique de l'Est*	167,8	217,7	76,4	86,2	46	40	0,9	1,1
Burundi	5,7	6,4	2,7	4,4	48	68	1,4	1,6
Érythrée**	nd	3,9	nd	2,8	nd	73	nd	nd
Éthiopie**	nd	67,3	nd	31,3	nd	46	nd	nd
Kenya	24,4	31,1	10,7	10,3	44	33	0,8	1,0
Rwanda	6,4	8,0	2,8	3,0	44	37	0,9	1,1
Soudan	25,5	32,2	8,0	8,5	32	27	0,8	1,1
Ouganda	17,9	24,2	4,2	4,6	24	19	0,8	1,1
Rép.-Unie de Tanzanie	27,0	35,6	9,9	15,6	37	44	1,2	1,6
Afrique australe	71,0	90,1	34,1	35,7	48	40	0,8	1,1
Angola	9,6	12,8	5,6	5,1	58	40	0,7	0,9
Botswana	1,4	1,7	0,3	0,6	23	32	1,4	1,7
Lesotho	1,6	1,8	0,3	0,2	17	12	0,7	0,8
Madagascar	12,3	16,4	4,3	6,0	35	37	1,1	1,4
Malawi	9,6	11,6	4,8	3,8	50	33	0,7	0,8
Maurice	1,1	1,2	0,1	0,1	6	6	0,9	1,0
Mozambique	13,9	18,2	9,2	8,5	66	47	0,7	0,9
Namibie	1,5	1,9	0,5	0,4	35	22	0,6	0,9
Swaziland	0,9	1,1	0,1	0,2	14	19	1,4	1,6
Zambie	8,4	10,6	4,0	5,2	48	49	1,0	1,3
Zimbabwe	10,7	12,7	4,9	5,6	45	44	1,0	1,1
Afrique de l'Ouest	175,1	230,3	37,2	36,4	21	16	0,7	1,0
Bénin	4,8	6,4	1,0	0,9	20	15	0,7	1,0
Burkina Faso	9,2	12,3	1,9	2,3	21	19	0,9	1,2
Côte d'Ivoire	12,9	16,1	2,3	2,2	18	14	0,8	1,0
Gambie	1,0	1,4	0,2	0,4	22	27	1,3	1,7

(suite)

Tableau 1. Prévalence de la sous-alimentation et distance par rapport à l' OMD¹ et aux objectifs du SMA² dans les pays en développement

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées		Proportion des personnes sous-alimentées dans la population totale		Ratio actuel et données de référence de personnes sous-alimentées ³	Ratio actuel et données de référence du nombre de personnes sous-alimentées ³
	1990-92	2000-02	1990-92	2000-02	1990-92	2000-02	Ratio par rapport à la cible de l' OMD ¹ = 0,5	Ratio par rapport à la cible du SMA ² = 0,5
	(millions)	(millions)	(millions)	(millions)	(%)	(%)		
Ghana	15,7	20,0	5,8	2,5	37	13	0,3	0,4
Guinée	6,4	8,2	2,5	2,1	39	26	0,7	0,9
Libéria	2,1	3,1	0,7	1,4	34	46	1,3	2,0
Mali	9,3	12,3	2,7	3,6	29	29	1,0	1,3
Mauritanie	2,1	2,7	0,3	0,3	15	10	0,6	0,8
Niger	7,9	11,1	3,2	3,8	41	34	0,8	1,2
Nigéria	88,7	117,8	11,8	11,0	13	9	0,7	0,9
Sénégal	7,5	9,6	1,8	2,3	23	24	1,0	1,3
Sierra Leone	4,1	4,6	1,9	2,3	46	50	1,1	1,2
Togo	3,5	4,7	1,2	1,2	33	26	0,8	1,0

NOTES

Les pays révisent leurs statistiques officielles régulièrement aussi bien pour le passé que pour le présent. Il en va de même pour les chiffres de la population des Nations Unies. Lorsque cela se produit, la FAO révisé ses estimations sur la sous-alimentation en conséquence. Il est donc conseillé aux lecteurs de se concentrer exclusivement sur l'évolution des estimations dans le temps dans ce même numéro de L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde et de ne pas comparer les données publiées dans les éditions précédentes.

Ne sont pas inclus dans ce tableau les pays pour lesquels les données étaient insuffisantes.

¹ Objectif du Millénaire pour le développement 1, réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de la faim.

² Objectif du Sommet mondial de l'alimentation: réduire de moitié entre 1990-92 et 2015, le nombre de personnes sous-alimentées.

³ Les données actuelles se rapportent aux estimations de 2000-02 et les données de référence aux estimations de 1990-92.

* Plutôt que d'être présentées séparément, des estimations provisoires pour l'Afghanistan, l'Iraq, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie sont incluses dans les blocs de statistiques régionales.

** L'Érythrée et l'Éthiopie n'étaient pas des entités séparées en 1990-92, mais on a inclus des estimations, en nombre et en pourcentage, de la population sous-alimentée de l'ancienne République démocratique populaire d'Éthiopie dans les blocs de statistiques régionales et sous-régionales concernant cette période.

LÉGENDE

- proportion de sous-alimentés inférieure à 2,5%
- nd donnée non disponible
- 0,0 zéro ou moins de la moitié de l'unité indiquée

SOURCES

Population totale: Division de la population de l'ONU, *Perspectives de la population de l'ONU*, révision de 2002.

Sous-alimentation: estimations de la FAO.

Tableau 2. Quelques indicateurs pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les pays en développement, classés par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans la population totale 2000-02	Proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar EU PPA/jour OMD 1		Prévalence des enfants de moins de cinq ans présentant un déficit pondéral OMD 4		Taux net d'inscription dans le primaire OMD 6		Ratio filles/garçons dans le primaire OMD 9		Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes) OMD 13		Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) OMD 16		Proportion du territoire national couvert de forêts OMD 25	
	1990	2004	1990	2004	1990	2002	1990	2002	1990	2003	1990	2000	1990	2000
	[%]		[%]		[%]		[%]						[%]	
Pays														
MOINS DE 2,5 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Argentine	2	3	nd	5	94	nd	1,04	1,00	28	20	100	82	14	13
Jamahiriya arabe libyenne	nd	nd	nd	5	96	nd	0,94	1,00	42	16	220	97	0	0
Malaisie	2	2	25	12	94	93	1,00	1,00	21	7	80	41	66	59
Rép. de Corée	nd	2	nd	nd	100	100	1,01	1,00	9	5	130	20	64	63
Tunisie	2	2	10	4	94	97	0,89	0,96	52	24	170	120	3	3
Émirats arabes unis	nd	nd	nd	7	99	83	0,97	0,97	14	8	26	54	3	4
DE 2,5 À 4 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Chili	6	2	2	1	88	86	0,98	0,98	19	9	65	31	21	21
Costa Rica	5	2	3	5	87	90	0,99	0,98	17	10	55	43	42	39
Cuba	nd	nd	nd	4	92	93	0,97	0,96	13	8	95	33	19	21
Équateur	2	18	17	12	98	100	0,99	1,00	57	27	150	130	43	38
Égypte	4	3	10	9	84	91	0,83	0,95	104	39	170	84	0	0
Iran, Rép. islamique d'	2	2	nd	11	92	86	0,90	0,97	72	39	120	76	4	4
Liban	nd	nd	nd	3	78	91	0,96	0,97	37	31	300	150	4	4
Arabie saoudite	nd	nd	nd	14	59	54	0,86	0,96	44	26	130	23	1	1
Rép. arabe syrienne	nd	nd	12	7	92	98	0,90	0,95	44	18	180	160	3	3
Turquie	2	2	10	8	90	86	0,92	0,93	78	39	180	70	13	13
Uruguay	2	2	6	nd	92	90	0,99	0,98	24	14	85	27	5	7
DE 5 À 9 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Algérie	2	2	9	6	93	95	0,85	0,93	69	41	160	140	1	1
Brésil	14	8	7	6	86	97	0,94	0,95	60	35	220	260	67	64
Gabon	nd	nd	nd	12	86	78*	0,98	0,99	92	91	500	420	85	85
Guyana	8	3	18	14	89	99	0,98	0,98	90	69	nd	170	81	79
Indonésie	17	8	40	26	97	92	0,98	0,98	91	41	650	230	65	58
Jordanie	2	2	6	4	94	92	1,01	1,01	40	28	150	41	1	1
Koweït	nd	nd	11	2	49	83	0,95	1,00	16	9	29	5	0	0
Maurice	nd	nd	24	15	95	97	1,00	1,01	25	18	120	24	8	8
Mexique	8	10	17	8	99	99	0,98	0,99	46	28	110	83	32	29
Maroc	2	2	12	9	57	90	0,69	0,90	85	39	610	220	7	7
Myanmar	nd	nd	32	35	98	84	0,95	1,01	130	107	580	360	60	52
Nigéria	66	70	35	29	60	67	0,78	0,81	235	198	1 000	800	19	15
DE 10 À 19 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Bénin	nd	nd	35	23	45	58*	0,50	0,72	185	154	990	850	30	24
Rép. bolivarienne du Venezuela	3	14	8	4	88	91	1,03	0,98	27	21	120	96	59	56
Burkina Faso	63	45	33	38	26	36	0,63	0,74	210	207	930	1 000	26	26
Chine	33**	17**	17**	10**	97**	nd	0,93**	1,00**	49**	37**	95**	56**	16	18
Colombie	2	8	10	7	68	87	1,15	0,99	36	21	100	130	50	48
Côte d'Ivoire	10	11	12	21	46	61	0,71	0,80	157	192	810	690	31	22
El Salvador	21	31	15	10	73	90	1,01	0,95	60	36	300	150	9	6
Ghana	18	45	30	22	52	63	0,83	0,95	125	95	740	540	33	28
Jamaïque	8	2	7	4	96	95	0,99	0,99	20	20	120	87	35	30
Lesotho	30	36	16	18	73	86	1,21	1,01	120	84	610	550	0	0
Mauritanie	47	26	48	32	35	68	0,73	0,97	183	183	930	1 000	0	0
Népal	nd	39	nd	48	81	70*	0,61	0,89	145	82	1 500	740	33	27
Paraguay	5	16	4	5	93	89	0,97	0,96	37	29	160	170	62	59
Pérou	2	18	11	7	88	100	0,97	1,00	80	34	280	410	53	51
Suriname	nd	nd	nd	13	78	97	1,00	0,98	48	39	nd	110	90	90
Swaziland	8	nd	nd	10	77	75	0,98	0,93	110	153	560	370	27	30

(suite)

Tableaux

Tableau 2. Quelques indicateurs pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les pays en développement, classés par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans la population totale 2000-02	Proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar EU PPA/jour OMD 1		Prévalence des enfants de moins de cinq ans présentant un déficit pondéral OMD 4		Taux net d'inscription dans le primaire OMD 6		Ratio filles/garçons dans le primaire OMD 9		Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes) OMD 13		Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) OMD 16		Proportion du territoire national couvert de forêts OMD 25	
	1990	2004	1990	2004	1990	2002	1990	2002	1990	2003	1990	2000	1990	2000
	[%]		[%]		[%]		[%]						[%]	
Pays														
Trinité-et-Tobago	4	nd	7	6	91	91	0,99	0,97	24	20	90	160	55	50
Ouganda	88	85	23	23	53	nd	0,80	0,98	160	140	1 200	880	26	21
Viet Nam	15	2	45	33	91	94*	0,93	0,93	53	23	160	130	29	30
DE 20 À 34 % DE SOUS-ALIMENTÉS														
Bangladesh	36	36	66	52	71	84	0,86	1,04	144	69	850	380	9	10
Bolivie	6	14	11	8	91	95	0,91	0,99	120	66	650	420	50	49
Botswana	31	nd	nd	13	85	81	1,08	1,00	58	112	250	100	24	22
Cambodge	nd	34	nd	45	67	93	0,81	0,90	115	140	900	450	56	53
Cameroun	nd	17	15	21	74	nd	0,86	0,85	139	166	550	730	56	51
Tchad	nd	nd	35	28	37	63	0,45	0,64	203	200	1 500	1 100	11	10
Rép. dominicaine	4	2	10	5	58	96	1,02	1,02	65	35	110	150	28	28
Gambie	54	nd	nd	17	48	79	0,68	0,98	154	123	1 100	540	44	48
Guatemala	35	16	33	23	64	87	0,88	0,93	82	47	200	240	31	26
Guinée	nd	nd	nd	23	26	65	0,47	0,77	240	160	1 600	740	30	28
Honduras	38	21	18	17	90	87*	1,05	1,02*	59	41	220	110	53	48
Inde	42	35	64	47	nd	88	0,76	0,94	123	87	570	540	21	22
Kenya	34	23	23	20	74	66	0,95	0,94	97	123	650	1 000	32	30
Rép. dém. populaire lao	8	26	44	40	63	85	0,79	0,87	163	91	650	650	57	54
Malawi	nd	42	28	22	50	nd	0,83	0,96	241	178	560	1 800	35	27
Mali	16	nd	31	33	20	44	0,60	0,76	250	220	1 200	1 200	12	11
Namibie	nd	27	12	13	90	79	1,02	1,02	104	68	65	110	7	7
Namibie	35	nd	26	24	83	78	1,09	1,01	86	65	370	300	11	10
Nicaragua	48	45	11	10	72	85	1,06	0,99	68	38	160	230	37	27
Niger	42	61	43	40	24	38	0,58	0,69	320	262	1 200	1 600	2	1
Pakistan	48	13	40	38	35	59*	nd	0,71	130	103	340	500	4	3
Panama	12	7	6	7	92	100	0,96	0,97	34	24	55	160	46	39
Philippines	20	15	34	31	97	94	0,99	0,99	63	36	280	200	22	19
Sénégal	45	22	22	23	47	58	0,73	0,92	148	137	1 200	690	35	32
Sri Lanka	4	8	37	29	90	nd	0,96	0,99	32	15	140	92	35	30
Soudan	nd	nd	34	41	43	46*	0,77	0,87	120	93	660	590	30	26
Thaïlande	18	2	25	18	76	85	0,96	0,96	40	26	200	44	31	29
Togo	nd	nd	25	25	75	91	0,66	0,83	152	140	640	570	13	9
35 % DE SOUS-ALIMENTÉS OU PLUS														
Angola	nd	nd	20	31	58	61*	0,92	0,86*	260	260	1 500	1 700	57	56
Burundi	45	55	38	45	53	57	0,84	0,81	190	190	1 300	1 000	9	4
République centrafricaine	67	nd	nd	24	54	nd	0,63	0,68	180	180	700	1 100	37	37
Congo	nd	nd	24	14	79	54	0,90	0,93	110	108	890	510	65	65
Rép. populaire dém. de Corée	nd	nd	nd	21	nd	nd	nd	nd	55	55	70	67	68	68
Rép. dém. du Congo	nd	nd	nd	31	55	nd	0,75	0,90*	205	205	870	990	62	60
Érythrée	nd	nd	41	40	16	45	0,94	0,81	147	85	1 400	630	14	13
Éthiopie	nd	23	48	47	23	47	0,66	0,73	204	169	1 400	850	5	4
Haïti	nd	nd	27	17	22	nd	0,94	nd	150	118	1 000	680	6	3
Libéria	nd	nd	nd	27	nd	70*	nd	0,73*	235	235	560	760	38	31
Madagascar	46	61	41	33	65	79	0,98	0,96	168	126	490	550	22	20
Mozambique	nd	38	nd	24	45	55	0,76	0,81	235	158	1 500	1 000	40	39
Rwanda	nd	52	29	27	67	87	0,98	1,00	173	203	1 300	1 400	19	12
Sierra Leone	57	nd	29	27	41	nd	0,69	0,70*	302	284	1 800	2 000	20	15
Rép.-Unie de Tanzanie	49	nd	29	29	50	69	0,98	0,97	163	165	770	1 500	45	44
Yémen	4	16	30	46	52	72	0,35	0,69	142	113	1 400	570	1	1
Zambie	65	64	25	28	79	68	0,91	0,93	180	182	940	750	53	42
Zimbabwe	33	56	12	13	86	80	0,99	0,98	80	126	570	1 100	57	49

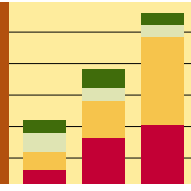


Tableau 2. Quelques indicateurs pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les pays en développement, classés par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

<p>NOTES</p> <p>* Renvoi à l'année précédente.</p> <p>** Les chiffres ne concernent que la Chine continentale. Les autres chiffres comprennent des données pour la Chine continentale, la RAS de Hong Kong, la RAS de Macao et Taïwan, Province de Chine.</p> <p>Proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar EU à parité du pouvoir d'achat (PPA) par jour (indice numérique de pauvreté à 1 dollar par jour (PPA)): la proportion de gens vivant avec moins de 1 dollar par jour et le pourcentage de la population dont les dépenses de consommation moyennes sont inférieures à 1,08 dollar par jour, mesurées en prix de 1993 et converties au taux de PPA. Suite aux révisions apportées au taux de change du PPA, les taux de pauvreté ne peuvent plus être comparés à ceux précédemment signalés pour les différents pays. Toutes les estimations de 2 % de l'indice numérique de pauvreté indiquent que les valeurs réelles sont inférieures ou égales à 2 %, et qu'elles doivent être traitées avec prudence. La date des enquêtes varie. Pour chaque pays, les données mentionnées correspondent à l'année la plus proche de 1990 dans la décennie 1985-1994, ainsi qu'à l'année la plus récente de la décennie 1995-2004, avec une période de cinq ans au moins entre les enquêtes.</p> <p>Prévalence des enfants de moins de cinq ans présentant un déficit pondéral: il s'agit de la proportion d'enfants âgés de moins de cinq ans dont le poids est inférieur à deux écarts types en dessous du rapport poids/âge médian pour la population de référence internationale âgée de 0 à 59 mois, adopté par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce rapport renvoie à un déficit pondéral de modéré à grave. La date des enquêtes varie. Pour chaque pays, les données mentionnées correspondent à l'année la plus proche de 1990 dans la décennie 1985-1994, ainsi qu'à l'année la plus récente de la décennie 1995-2004, avec une période de cinq ans au moins entre les enquêtes. Certaines enquêtes peuvent renvoyer à des groupes d'âges différents.</p> <p>Taux d'inscription net à l'école primaire: le ratio d'inscription net est le rapport entre le nombre d'enfants d'âge scolaire (tels que définis par le système d'éducation national) inscrits à l'école et le nombre total d'enfants entrant dans cette même fourchette d'âge. L'enseignement primaire fournit aux enfants des compétences élémentaires de lecture, d'écriture et de calcul ainsi que les rudiments de matières telles que l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, les sciences sociales, l'art et la musique.</p> <p>Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire: l'enseignement primaire comprend des établissements publics et privés. Le ratio entre les filles et les garçons est calculé en divisant le taux brut d'inscription scolaire des filles par celui des garçons. Le taux brut d'inscription scolaire se rapporte à un certain niveau d'éducation, quel que soit l'âge, qui est exprimé en pourcentage de la population dans le groupe d'âge scolaire théorique correspondant à ce niveau d'éducation.</p> <p>Mortalité des enfants de moins de cinq ans: la probabilité qu'un nouveau-né meure avant d'atteindre l'âge de cinq ans dans l'hypothèse d'un maintien des taux de mortalité par âge. Les données proviennent d'enquêtes différentes et peuvent donc renvoyer à différentes méthodologies.</p> <p>Ratio de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes): la notion de mortalité maternelle se rapporte au décès des femmes durant la</p>	<p>grossesse ou dans les 42 jours suivant l'accouchement, quels que soient la durée ou le site de la grossesse, pour toute raison associée à la grossesse ou à sa prise en charge, ou aggravée par celle-ci, mais pas pour des causes accidentelles. Les données proviennent d'enquêtes différentes et peuvent donc renvoyer à des méthodologies différentes. La marge d'incertitude des estimations du taux de mortalité maternelle est très grande et il convient donc de ne pas utiliser ces estimations en vue du suivi des tendances à court terme. Par ailleurs, les comparaisons entre pays exigent la plus grande prudence étant donné que différentes méthodes sont utilisées d'un pays à l'autre pour le calcul des estimations, d'où la difficulté de procéder à des comparaisons.</p> <p>Proportion du territoire national couvert de forêts: les zones forestières sont des terres plantées ou naturellement boisées, affectées ou non à des fins productives.</p> <p>LÉGENDE</p> <p>nd Données non disponibles</p> <p>SOURCES</p> <p>Chaque fois que possible, les données tirées de la base de données en ligne sur les OMD de la Division de la statistique des Nations Unies ont été complétées par des données plus récentes fournies par les pays.</p> <p>Proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar à parité de pouvoir d'achat (PPA) par jour: Banque mondiale, <i>Indicateurs du développement dans le monde 2005</i>.</p> <p>Prévalence des enfants de moins de cinq ans présentant un déficit pondéral: base de données en ligne du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); base de données en ligne de l'OMS; Banque mondiale, <i>Indicateurs du développement dans le monde, 2005</i>.</p> <p>Taux d'inscription net à l'école primaire: données de 1990 de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) citées sur la base de données en ligne sur les OMD de la Division de la statistique des Nations Unies; données les plus récentes provenant de la base de données en ligne de l'Unesco.</p> <p>Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire: données de 1990 provenant de l'UNESCO, figurant dans la base de données en ligne sur les OMD de la Division de la statistique des Nations Unies; données les plus récentes de la base de données en ligne de l'UNESCO. Certaines données proviennent de l'Institut de la statistique de l'UNESCO ou des estimations nationales.</p> <p>Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans: base de données en ligne de l'UNICEF.</p> <p>Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes): données de 1990 provenant de l'OMS, de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), citées sur la base de données en ligne sur les OMD de la Division de la statistique des Nations Unies; données les plus récentes provenant de la base de données en ligne de l'UNICEF.</p> <p>Proportion du territoire national couvert de forêts: FAO, <i>Évaluation des ressources forestières dans le monde 2000</i>.</p>
---	---

Sources

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005 est fondé principalement sur des données et analyses fournies par les divisions techniques de la FAO. Des références spécifiques citées dans la présente édition comprennent ce qui suit. Les sites Web cités ont été rendus disponibles en octobre 2005.

Pages 8-9

- Alderman, H., Behrman, J., et Hoddinott, J.** 2004. Hunger and malnutrition. In B. Lomborg, éd. *Global crises, global solutions*. Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University Press.
- Ravallion, M. et Datt, G.** 1999. *When is growth pro-poor? Evidence from the diverse experiences in India's states*. Washington, Banque mondiale.

Pages 10-11

- Banque mondiale.** 2005. *Indice de la gouvernance: 1996-2004* (disponible sur <http://www.worldbank.org/wbi/governance/fra/>).
- Fan, S., Hazell, P. et Thorat, S.** 2000. Government spending, growth and poverty in rural India. *Am. J. Agr. Econ.*, 82(4): 1038-1051.
- Paarlberg, R.** 2002. *Governance and food security in an age of globalization*. Washington, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Spencer, D.** 1994. *Infrastructure and technology constraints to agricultural development in the humid and subhumid tropics of Africa*. Washington, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Pages 12-13

- Pacific Disaster Management Information Network.** 2005. *Indian Ocean earthquake tsunami emergency report* (disponible sur <http://www.coe-dmha.org/tsunami.htm>).
- PNUD.** 2004. *La réduction des risques de catastrophes: un défi pour le développement*. New York, États-Unis d'Amérique, Programme des Nations Unies pour le développement (disponible sur <http://www.undp.org/bcpr/disred/francais/publications/rdr.htm>).

Pages 14-15

- Bruns, B., Mingat, A. et Rakotomalala, R.** 2003. *Achieving universal primary education by 2015: a chance for every child*. Washington, Banque mondiale.
- Projet des Nations Unies pour le Millénaire.** 2005. *Toward universal primary education: investments, incentives and institutions*. London and Sterling, États-Unis, Earthscan.
- UNESCO.** 2005. *Éducation pour tous: rapport mondial de suivi*. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (disponible sur <http://www.efareport.unesco.org>).

Pages 16-17

- Abu-Ghaida, D. et Klasen, S.** 2004. *The costs of missing the Millennium Development Goal on*

gender equity. Institute for the Study of Labor (IZA) Discussion Paper No. 1031 (disponible sur http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=515945).

International Institute for Population Sciences.

2000. *National Family Health Survey, India* (disponible sur <http://www.nfhsindia.org/india2.html>).

Projet des Nations Unies pour le Millénaire.

2005. *Taking action: achieving gender equality and empowering women*. London and Sterling, États-Unis d'Amérique, Earthscan.

Ramalingaswami, V., Jonsson, U. et Rohde, J.

1996. Commentary: the Asian enigma. In UNICEF, *The progress of nations 1996*. New York, États-Unis d'Amérique, Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Pages 18-19

- Black, R., Morris, S. et Bryce, J.** 2003. Where and why are 10 million children dying every year. *Lancet*, 361: 2226-2234.
- Mason, J., Lotfi, M., Dalmiya, N., Sethuraman, K. et Deitchler, M., with Geibel, S., Gillenwater, K., Gilman, A., Mason, K., et Mock, N.** 2001. *The micronutrient report: current progress and trends in the control of vitamin A, iron, and iodine deficiencies*. Ottawa, Micronutrient Initiative, Centre de recherche pour le développement international.
- Organisation mondiale de la santé.** 2005. *Comparative quantification of health risks: childhood and maternal undernutrition* (disponible sur <http://www.who.int/publications/cra/chapters/volume1/part2/en/index.html>).
- Organisation mondiale de la santé.** 2005. *Rapport sur la santé dans le monde, 2005: donnons sa chance à chaque mère et à chaque enfant*. Genève, Suisse.

Pages 20-21

- Konje, J. et Ladipo, O.** 2000. Nutrition and obstructed labor. *Am. J. Clin. Nutr.*, 72(Suppl): 291S-297S.
- OMS, UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) et FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population).** 2005. *Maternal mortality in 2000: estimates developed by WHO, UNICEF and UNFPA*. Genève, Suisse, Organisation mondiale de la santé.
- Rush, D.** 2000. Nutrition and maternal mortality in the developing world. *Am. J. Clin. Nutr.*, 72(Suppl.): 212S-240S.

Pages 22-23

- Gallup, J. et Sachs, J.** 2001. The economic burden of malaria. *Am. J. Trop. Med. Hyg.*, 64(1, 2)S: 85-96.
- CRDI/TEHIP (Tanzania Essential Health Interventions Project).** 2004. *TEHIP in action* (disponible sur http://web.idrc.ca/en/ev-6300-201-1-DO_TOPIC.html). Centre de recherche pour le développement international.
- OIT.** 2004. *HIV/AIDS and work: global estimates, impact and response*. Genève, Suisse, Organisation internationale du travail.
- ONUSIDA et OMS.** 2004. le point sur l'épidémie

de SIDA. Genève, Suisse, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA et Organisation mondiale de la santé.

Projet des Nations Unies pour le Millénaire.

2005. *Combating AIDS in the developing world*. London and Sterling, États-Unis d'Amérique, Earthscan.

Projet des Nations Unies pour le Millénaire.

2005. *Coming to grips with malaria in the new millennium*. London and Sterling, États-Unis, Earthscan

Pages 24-25

- Parikh, K.** 1998. *Poverty and environment: turning the poor into agents of environmental regeneration*. New York, États-Unis d'Amérique, Programme des Nations Unies pour le développement.
- PNUE et IIDD.** 2004. *Exploring the links: human well-being, poverty and ecosystem services*. Nairobi et Winnipeg, Programme des Nations Unies pour l'environnement et Institut international du développement durable.
- PNUE/GRID-Arendal.** 2005. *Fragilised environments. Environment and Poverty Times* (3). United Nations Environment Programme Global Resource Information Database (disponible sur <http://www.environmenttimes.net>).
- Roe, D., éd.** 2004. *The Millennium Development Goals and conservation - managing nature's wealth for society's health*. Institut international pour l'environnement et le développement.

Pages 26-27

- Commission pour l'Afrique.** 2005. *Notre intérêt commun: rapport de la Commission pour l'Afrique* (disponible sur <http://www.commissionforafrica.org/french/home/newsstories.html>).
- DFID.** 2004. *Official development assistance to agriculture*. United Kingdom Department for International Development (disponible sur <http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/summaries/wp9.pdf>).
- Diao, X., Diaz-Bonilla, E. et Robinson, S.** 2003. *How much does it hurt? The impact of agricultural trade policies on developing countries*. Washington, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Eicher, C.** 2003. *Flashback: fifty years of donor aid to African agriculture*. Paper presented at the InWent [Capacity Building International], IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), CTA (Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation ACP-EU) conference, Succès in African Agriculture: Building for the Future, Pretoria, Afrique du Sud.
- FAO.** 2005. *Mobilizing resources to halve world hunger*. Document préparé pour Le Sommet mondial de l'alimentation, 2005. Rome.



L'initiative du SICI A V et les objectifs du Millénaire pour le développement

Dans la Déclaration du Millénaire, les dirigeants mondiaux avaient pris l'engagement suivant: «Nous ne ménagerons aucun effort pour délivrer nos semblables – hommes-femmes et enfants – de la misère, phénomène abject et déshumanisant». Les objectifs du Millénaire pour le développement associés à cette Déclaration ont fixé des cibles concrètes et des indicateurs pour mesurer les progrès accomplis afin de concrétiser la noble vision consistant à «mettre l'humanité entière à l'abri du besoin».

Aujourd'hui, il ne reste plus que 10 ans pour atteindre les cibles des OMD. L'attention a surtout porté sur le premier de ces objectifs, consistant à réduire de moitié la proportion de personnes cherchant à survivre avec moins d'un dollar par jour, afin de reléguer la pauvreté au rang d'histoire ancienne. Mais le premier objectif du Millénaire ne parle pas seulement de réduire la pauvreté calculée en fonction du revenu. Il comprend également l'engagement à réduire de moitié la proportion de personnes qui souffrent de la faim, car être libéré de la faim est le droit de chaque être humain, sans distinction de race, religion, sexe, âge ou tout autre critère par lequel nous divisons la race humaine.

Lors de l'élaboration des OMD, réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim était cité ensemble et en tête de liste, ce qui est parfaitement logique. La faim est à la fois l'un des symptômes les plus douloureux et l'une des causes les plus importantes de l'extrême pauvreté. Et cependant, on parle rarement de la faim dans les débats sur l'OMD 1, tout comme la faim a été depuis trop longtemps absente de l'ordre du jour du développement.

Comme le démontre cette édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, la réduction de la faim est peut-être la mesure la plus essentielle si nous voulons réaliser la plupart des autres OMD. La faim mine en effet la santé, l'éducation, la productivité et la pérennité de l'environnement. Des femmes affamées donnent naissance à des enfants qui ont faim, avec des risques nettement accrus de mortalité maternelle et infantile. Des enfants affamés ne peuvent apprendre. Des adultes affamés ne peuvent pas travailler aussi dur ou gagner autant. Des personnes souffrant de la faim sont plus exposées aux maladies infectieuses et aux maladies graves et leur taux de mortalité est plus élevé. Des personnes qui ont faim devront utiliser tous les moyens à leur disposition pour survivre, même s'il faut pour cela dégrader les ressources naturelles dont elles dépendent.

Nous ne pouvons pas laisser se poursuivre ce cercle vicieux de la misère. Si nous voulons éliminer l'extrême pauvreté et réaliser les autres OMD, nous devons tout d'abord mobiliser les ressources, les énergies et les engagements politiques pour reléguer la faim au rang d'histoire ancienne.

Le Groupe de travail interinstitutions pour les Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (GTII-SICI A V) agit précisément dans ce sens en fournissant les informations nécessaires afin de stimuler, cibler et suivre les mesures efficaces destinées à mettre un terme à la faim. Les mandats de base de nos différentes institutions membres couvrent tous les OMD. Dans le Groupe de travail interinstitutions pour les SICI A V, nous rassemblons tous les éléments de ces mandats pouvant servir dans le combat contre la faim.

À partir d'une évaluation détaillée indépendante de nos activités, de nos structures et de nos processus, nous sommes en train d'améliorer notre pertinence, nos délais d'intervention et notre efficacité. Ayant tiré les enseignements des activités qui avaient porté leurs fruits et, surtout, de celles qui avaient échoué, nous formulons un nouveau plan de travail et révisons notre structure opérationnelle. Ces changements permettront non pas de modifier, mais de renforcer notre mandat de base – fournir un cadre pour une large gamme d'activités nationales et internationales destinées à collecter, analyser et diffuser des informations améliorées pouvant être utilisées activement afin de réduire la faim et d'assurer la sécurité alimentaire pour tous.

Nous reconnaissons que la bataille contre la faim sera longue et dure et que nous devons être prêts à relever le défi. Nous pensons qu'à la fin, notre processus de planification des activités sera à la hauteur de la tâche qui nous attend.

**Lynn Brown (Banque mondiale)
Présidente, GTII-SICI A V**

Les membres du GTII-SICI A V comprennent des organismes d'aide bilatérale et des agences techniques, des organismes des Nations Unies et de Bretton Woods, des organisations internationales de recherche agricole, des organisations internationales non gouvernementales et des organisations régionales. Pour obtenir un complément d'information sur le SICI A V et ses membres, consulter le site web www.fivims.net ou envoyer un courriel à l'adresse FIVIMS-Secretariat@fao.org



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Il ne reste plus que 10 ans avant 2015. Les dirigeants mondiaux s'étaient engagés, pour cette date, à réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté et à réaliser des progrès substantiels en matière d'éducation, de santé, d'équité sociale, de pérennité environnementale et de solidarité internationale. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005* examine les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en soulignant qu'il est essentiel de réduire la faim, non seulement parce que cela est explicitement prévu dans l'OMD 1, mais aussi parce qu'il s'agit d'une condition indispensable à la réalisation des autres OMD.

Le rapport présente des preuves convaincantes qui montrent que la faim et la malnutrition sont des causes importantes du dénuement et de la misère, qui sont visés par tous les autres OMD. Les progrès dans la réalisation de ces objectifs ont marqué le pas, notamment dans les pays et les régions où les efforts visant à réduire la faim se sont enlisés.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005 souligne que la plupart, sinon la totalité, des OMD peuvent encore être atteints, mais seulement à condition de redoubler d'efforts et de recentrer les interventions, en tenant compte de deux éléments essentiels: en l'absence de progrès rapides dans la réduction de la faim, la réalisation de tous les autres OMD se révélera difficile, voire impossible; et la bataille visant à éliminer la faim et à atteindre les autres OMD sera gagnée ou perdue dans les zones rurales où vit la grande majorité des populations souffrant de la faim dans le monde.



ISBN 92-5-205384-0



9 789252 053842

TC/M/A0200F/1/11.05/2500